

L'HOMME

L'Homme

Revue française d'anthropologie

187-188 | 2008

Miroirs transatlantiques

L'anthropologie en guerre

Les anthropologues sont-ils tous des espions?

Jackie Assayag



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29231>

DOI : 10.4000/lhomme.29231

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 3 octobre 2008

Pagination : 135-167

ISBN : 978-2-7132-2186-6

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Jackie Assayag, « L'anthropologie en guerre », *L'Homme* [En ligne], 187-188 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29231> ; DOI : 10.4000/lhomme.29231

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=LHOM&ID_NUMPUBLIE=LHOM_187&ID_ARTICLE=LHOM_187_0135

L'anthropologie en guerre. Les anthropologues sont-ils tous des espions?

par Jackie ASSAYAG

| Éditions de l'EHESS | *L'Homme*

2008/3-4 - n° 187-188

ISSN 0439-4216 | ISBN 9782713221866 | pages 135 à 167

Pour citer cet article :

—Assayag J., L'anthropologie en guerre. Les anthropologues sont-ils tous des espions?, *L'Homme* 2008/ 3-4, n° 187-188, p. 135-167.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'anthropologie en guerre

Les anthropologues sont-ils tous des espions ?

Jackie Assayag

I try to imagine an anthropologist whose research is funded by the CIA explaining to research subjects who are, say, Islamic activists in Egypt, factory workers in the Philippines, or peasants in the shadow of the insurgency in Nepal that one of his or her purposes is to understand how to neutralize opposition to neo-liberalism or to US-backed regimes in the Third World
(Hugh Gusterson, in Moos, Fardon & Gusterson 2005 : 26).

SI L'ANTHROPOLOGIE n'existait pas faudrait-il l'inventer ? Si cette discipline était en mauvaise santé devrait-on lui faire subir une cure ou l'abandonner ? Si elle s'était réinventée, serait-elle celle que nous connaissons aujourd'hui ? Ces questions contre-factuelles, posées par Dell Hymes (1972) à la fin des années 1960, ne signifient évidemment pas que l'anthropologie soit un champ intellectuel homogène et stabilisé, clairement borné, et dont les contours ou les contenus sont définis une fois pour toutes. Devenir anthropologue n'oblige pas qu'on revête un modèle prêt-à-porter ou qu'on lui préfère, inversement, la *tabula rasa*. Le droit d'entrée dans la discipline n'invite pas plus au conformisme qu'il n'exige de reconstruire à partir de rien. Force est pourtant de constater que l'histoire de l'anthropologie doit beaucoup à la locution de *terra nullius*, « terre non occupée ». Le syntagme juridique naïvement « eurocentré » fut conçu par le Batave Hugo Grotius, avocat de la Compagnie des Indes néerlandaises et auteur du *Droit de la guerre et de la paix* (1625). Cet argument autorisait le droit de conquête (contre les Portugais qui prétendaient avoir hérité des territoires de l'Asie d'une donation papale). La notion permit de légitimer les prédatons et les massacres dans les mondes nouveaux au nom des « guerres justes », qu'elles soient coercitives ou punitives, étant entendu que lorsqu'elles furent commises dans le cadre d'une « guerre injuste », les exactions étaient absolument répréhensibles.

La volonté de conquête formulée de façon juridique soulève toutefois pour les Modernes une série de questions à la fois historiques et méthodologiques, ontologiques et éthiques, que les anthropologues de métier n'ont pas toujours sues ou voulu considérer, aussi bien en termes de faits que de droit. Qui ne voit pourtant que les « objets » et les « sujets » traditionnels de l'anthropologie s'évanouissent à proportion des rapines et des massacres, sinon des génocides dans les cinq parties du monde¹ ?

1. La rencontre entre l'anthropologie et les génocides n'a que très récemment attiré l'attention (Assayag 2004a, 2004b).

Ce constat alarmant n'ignore pas que la collusion entre l'anthropologie et le colonialisme, la violence et l'empire, furent bel et bien établis et documentés, critiqués et dénoncés, voire combattus par nombre des membres de la profession – pensons notamment à Dell Hymes (1972), Talal Asad (1973), Adam Kuper (1973), George W. Stocking (1976), Katleen Gough (1993) et quelques autres. S'agissant de la France, on doit mentionner Georges Balandier (1951), Gérard Lederc (1972) et Jean Copans (1975), bien que l'anthropologie politique ait été déclinée sur un mode mineur qui s'apparente à une « démission programmée » (Copans 2003 ; Fassin 2008). De fait, les anthropologies hexagonale et nord-américaine ont sous-estimé l'importance que revêtent la guerre et la paix dans la structuration de la discipline, ainsi que leur intrication (Assayag 2005). Au regard de l'« âge des extrêmes », qui est le nôtre, c'est peu dire qu'il faille réintroduire ces thématiques dans leurs rapports pratiques ou discursifs en les recadrant dans les perspectives des guerres entre États, des guérillas et des mouvements de libération nationale sur fond d'internationalisation des conflits géopolitiques. Les anthropologues ont manqué de voir que leur discipline était avant tout une politique².

Aux États-Unis

De façon liminaire, on remarquera que la montée en puissance de l'empire américain au cours des XIX^e et XX^e siècles s'est accompagnée du développement et de l'institutionnalisation de l'anthropologie sociale et culturelle, la plus ancienne des jeunes disciplines en sciences sociales. Dans la mesure où ces deux siècles recouvrent l'« âge des extrêmes » (qu'il faut sans doute faire commencer avec le déclenchement de la guerre de Sécession), les relations de l'anthropologie avec les guerres ou les massacres de masse doivent être re-pensées à l'ombre des violences et des crimes de grande ampleur. Les transformations périodiques que la discipline a connues durant cette période (et jusqu'à nos jours) constituent un formidable chantier d'explorations tous azimuts pour la recherche. La moisson des archives et la diversité des cas de figure et des configurations sont telles qu'il paraît heuristique de revenir sur les vicissitudes de l'anthropologie lors des deux derniers siècles, soit dans la longue durée ou à la faveur d'événements révélateurs. La récente ouverture des archives nord-américaines concernant la période de la guerre froide, ou encore la restructuration institutionnelle du champ universitaire aux États-Unis à la suite de l'attentat meurtrier contre le *World Trade Center* en 2001, fournissent l'occasion aux chercheurs de mieux appréhender le complexe industrialo-militaro-cognitif américain. Du moins pour ceux qui s'intéressent

2. Sur l'impact de la guerre sur les hommes des sciences sociales, il n'est pas inutile de rappeler (au risque d'un catalogue borgésien) que durant la Première Guerre mondiale, Émile Durkheim écrit des pamphlets de propagande, Max Weber sert comme officier dans le corps de réserve de l'armée allemande, Edward Westermarck considéra la possibilité de se livrer à l'espionnage, Thorstein Veblen travailla pour le gouvernement américain, W. H. R. Rivers s'occupa de traiter les traumatisés dans un hôpital anglais, Fritz Graebner fut interné en Australie, tandis que Ralph Linton et Leslie White transformèrent leur approche théorique en anthropologie sociale à travers l'expérience de la guerre.

à l'intrication des faits en remettant sur le métier l'étude des rapports entre sciences (sociales) et guerre ou violence. Fille de Mars, l'anthropologie a largement modelé la politique étrangère de nombre de pays, et pas seulement celle des États-Unis.

Au regard de l'espace imparti, on ne présente qu'un nombre réduit des liens équivoques ou exorbitants qu'ont tissé l'anthropologie et la guerre au travers de malentendus productifs ou des conséquences non intentionnelles de l'action : ce que les sociologues qualifient d'« effets pervers ». De fait, lorsqu'on observe la réception de l'anthropologie américaine en France, on constate que les praticiens de l'Hexagone occultèrent les contextes et les situations, les pratiques effectives et les mises en œuvres. Ce faisant, ils oublièrent que la fabrique de l'anthropologie s'instruit aux formes de la nation et de l'internationalisation à travers la gestion des populations ou par le biais d'ingénieries sociales et politiques. Ainsi déliée de ses conditions de production et d'emploi, l'anthropologie « made in the USA » fut littéralement « pasteurisée », outre l'« instrumentalisation » des situations locales à des fins tactiques ou stratégiques. Tout se passe comme si la circulation transatlantique avait effacé les conditions spécifiques de production du savoir *at home*, favorisant ici les lectures hors contexte et les interprétations naïves, dégageant là les dimensions politiques, au risque de virer au tout herméneutique ou à la réification théorique. En la circonstance, on doute qu'il s'agisse d'un malentendu fécond !

De la science en général

L'idéalisme selon lequel la recherche scientifique serait une institution vouée au seul bien de l'humanité et dont la démarche est pure et désintéressée, parce qu'elle ne se confond en rien avec ses applications, est une vue de l'esprit. La science n'est pas entièrement autonome, ni indépendante de toute contrainte ou de pression sociale, ni même absente de toute visée d'exploitation. Elle n'est donc pas étrangère aux conflits d'intérêt et de valeurs qui alimentent les affaires commerciales, financières, politiques. D'où l'intérêt de s'interroger sur l'autre face sombre de l'institution scientifique, telle qu'elle est apparue depuis la déclaration de la guerre de Sécession et radicalisée avec la Première Guerre mondiale. Les grands conflits ou les menaces qui pèsent sur les pays ont fait entrer les nations dans l'ère de la « guerre totale ». Or cette guerre se caractérise par un degré sans précédent de mobilisation et de « brutalisation » idéologiques et politiques, économiques et sociales, culturelles et intimes, qui contraignent les individus à l'adhésion, elle aussi totale, envers la nation (en danger).

Ce bilan négatif de la science qu'est le développement du complexe militaro-industriel, accru par la Seconde Guerre mondiale, a rendu le phénomène encore plus ambigu. Ce n'est pas dire que la science, ça sert *aussi* à faire la guerre, comme si les militaires ou les politiques détournaient le travail des hommes de science dans leurs laboratoires à ciel fermé ou ouvert. Car on sait que l'association des scientifiques aux militaires remonte à l'Antiquité avec Archimède, puis qu'elle s'est même fortifiée à la renaissance avec Galilée. La révolution intellectuelle

et scientifique à partir du XVII^e siècle, avec Descartes, Kepler ou Newton, n'a fait qu'accentuer le phénomène... Jusqu'à la réalisation de l'armement nucléaire et le fameux *Manhattan Project* impulsé par Albert Einstein et Leo Szilard, au risque de faire un saut brutal dans le temps. Dans l'intervalle, la science est devenue de plus en plus dépendante du soutien de l'État alors même que la recherche s'avère tributaire de la recherche militaire.

Par ailleurs, les guerres sont des moments privilégiés d'expansion et de l'innovation intellectuelle et technologique. Depuis la Seconde Guerre mondiale, on a appris que disposer du capital intellectuel s'avère plus décisif pour la victoire que la confrontation des divisions militaires. De sorte qu'on imagine aisément le risque que court la politique de devenir elle-même prisonnière de l'élite technico-scientifique et du complexe militaro-industriel (Salomon 2003). Cette réflexion suscite d'autant plus le malaise lorsqu'on considère l'énormité de la capacité de destruction qui s'ensuit en divers endroits de la planète. Certes, beaucoup répugnent encore d'étudier de trop prêt les modalités d'interaction entre les domaines du scientifique et du politique, du savant et du guerrier, mais chacun subodore que la réflexion sur les sciences ne peut plus se borner à une épistémologie de type « internaliste »³. Les déterminants de la connaissance, donc des sciences, sont à rechercher dans la société dans laquelle la connaissance prend forme et se légitime. Réfléchir sur les sciences en s'appliquant à la seule généalogie des idées ou en étudiant les concepts, sans ouverture ni porte ni fenêtre, ne concerne que les anges qui se déploient dans l'air raréfié de l'Idée pure. L'autosuffisance présumée du champ scientifique est en partie un leurre. L'objectif est donc de décrire la science telle qu'elle se fait, comme l'illustrent avec suggestivité les *science studies*⁴.

De la science sociale en Amérique : l'Indien ou le citoyen ?

Le champ disciplinaire américain s'avère un observatoire riche d'enseignements au regard du nombre considérable d'universitaires et de chercheurs, soit plus de cinq mille praticiens. La quantité autant que la diversité critique des publications impressionnent, qui plus est dans un environnement éducatif que n'effraie pas la dimension mercantile : l'université est, aux États-Unis, un marché. En dépit des cadres institutionnels rigides et des « courants dominants » (*mainstreams*), voire des engouements du moment, l'Alma Mater américaine prospère à la faveur du système du vedettariat (dont témoignent les salaires et les financements de recherche). Certes, la tyrannie du *publish or perish* ajoute aux effets d'école, quand elle n'invite pas au mimétisme ou au bégaiement. Mais il n'en reste pas moins que les exigences des éditeurs universitaires et des *reviewers* favorisent l'incubation théorique dans le dessein de produire des ouvrages incisifs et innovants (alors même que la notion de *path-breaking* devient inflationniste et se démonétise).

3. On se reportera aux travaux de Bruno Latour, notamment *La Science en action* (1989).

4. Dominique Pestre (2006) a écrit une présentation claire et suggestive du champ de la recherche en *sciences studies*.

Aujourd'hui, la science sociale américaine est hégémonique dans le monde entier, il est vrai d'abord pour une raison linguistique. Alors que les chercheurs et la production universitaires entre 1850 et 1914 étaient localisés en Europe, principalement en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et en Italie, ils se sont installés depuis lors sur la scène nord-américaine. Aujourd'hui, quelque 85 % de l'anthropologie, de l'histoire et de la sociologie s'écrivent, s'éditent et s'exportent en anglo-américain, y compris en dehors des États-Unis et de la Grande-Bretagne (Wallerstein 1996 ; Mignolo 1998).

C'est à la fin du XIX^e siècle aux États-Unis que la philologie a ouvert le chemin à deux nouvelles disciplines : l'anthropologie et les études des langues. La première se donna pour « objet » la « société (ou mentalité) primitive » qui renvoie à cette « origine » qu'incarne le « sauvage » considéré à la fois comme un « vestige » et comme un « survivant ». La seconde, c'est-à-dire l'étude des langues, se divisa ultérieurement en deux sous-disciplines, la linguistique et les études des langues et de la littérature, principalement anglaises (Borneman 1995). Cette littérature fut liée à la « haute culture » canonique des Grecs et des Romains dont le paradigme est l'Homme classique (comme le conçut Johann Joachim Winkelmann). Si ces deux champs discursifs s'intéressaient également à la « culture », leurs périmètres respectifs ne recouvraient pas le même territoire ni la même acception de sens et de valeur. Les études littéraires visaient à modéliser le citoyen cultivé et à le rendre démocrate en forgeant simultanément un individu capable d'intégrer l'espace national réservé à l'élite proclamée « anglo-saxonne »⁵.

De son côté, l'anthropologie se voua à l'étude du « primitif » dans le dessein de comprendre l'« altérité intérieure » à la nation (américaine), mais avec l'ambition de rendre intelligibles les dites « altérités extérieures », alors définies comme « nation » (*natio*). Mais au fil du temps, l'anthropologie s'est moins définie en termes d'étude des structures nationales qu'au travers de série de méta-catégories représentant des « Altérités » distribuées sur la carte du monde ; les Anglo-Saxons n'en faisaient évidemment pas partie à cause de la supériorité de leur race « caucasienne » et de leur vision de surplomb. En tant que représentant de la « différence culturelle » (ou ontologique au plus proche), l'« Indien » ou le « Peau-rouge » fut reconnu comme le paradigme de l'ensemble varié de tous les « Autres ». Tandis que la littérature concernait d'emblée la gestion politique de l'espace social, public ou national, réservée au citoyen (idéalement) lettré, l'anthropologie s'occupait, elle, de tous les « étrangers » ici et là-bas sur un mode variablement hospitalier. La construction de la catégorie d'« Indien » et de la cartographie des

5. Dans le cas de la Grande-Bretagne, Gauri Viswanathan (1989) montre que c'est l'enseignement de la langue anglaise dans l'Inde coloniale qui a rendu nécessaire la constitution d'une bibliothèque nationale anglaise, celle-là même qui a servi de politique de moralisation et d'édification des colonisés, et c'est ce modèle de colonisation qui a permis l'installation des *english studies* et leur enseignement en Grande-Bretagne. Politique coloniale et politique éducative en direction des classes moyennes répondent ainsi sur la même « mission civilisatrice » impérialiste et contribuent à la création d'une identité nationale anglaise au cours du XIX^e siècle.

« étrangers » (*foreign*), par opposition à l'indigène (*native*), devint à ce point centrale qu'elle conditionna l'institutionnalisation académique de l'anthropologie en tant que discipline au cours du XIX^e siècle.

De fait, c'est le War Department qui, au sein du Gouvernement, prit en charge les affaires indiennes : échanges, commerce, traités, « pacification », déplacements, confinement dans des camps, quand on ne se propose pas l'élimination systématique⁶. Ces « tribus » en constante diminution durent occuper un espace toujours plus réduit et situé toujours plus à l'Ouest. L'étude de l'espace propre aux « naturels » de l'intérieur, que sont les « Peaux-Rouges », fut réservée aux anthropologues ; à charge pour eux d'en explorer la « culture », c'est-à-dire la parenté, le rituel, la mythologie, la magie, le symbolique, l'économie, l'organisation sociale... Tâche à remplir en urgence par crainte de l'effondrement final. On pensait alors que « la race indienne était à périr », avait écrit Alexis de Tocqueville en 1834. La conquête de l'Ouest et la mainmise sur cette *terra nullius* étaient considérées comme un simple geste de réappropriation de l'Américanité ; une Américanité en marche que représentaient les vagues successives d'émigrants (*foreign*) dont l'objectif était l'assimilation par le biais de la ré-invention de soi en tant qu'Américain (Drinnon 1980). En sorte que chaque Américain contribuait à l'établissement de l'État souverain en élargissant toujours plus le territoire de la nouvelle nation.

Entre-temps, on critiqua *ad nauseam* l'absence de l'État et du sentiment de territorialité chez les Indiens, comme on déplora leur nomadisme et leur organisation tribale, non sans fustiger leur pratique guerrière et leur religion barbare. Ces manques ou ces excès attestaient d'une « sous-humanité » arriérée et menaçante, sans espoir de se réformer. Naturellement « sauvages » et rétifs au « processus de civilisation », les Indiens ne pouvaient donc se « moderniser ». De là cette volonté des « vrais » Américains de les refouler ou de les réduire, que ce soit par le biais de la sédentarisation ou de la guerre : « Les seuls bons Indiens que j'ai vus étaient des Indiens morts », selon la formule du général Custer.

À la suite de la guerre américano-hispanique (1898), la « colonisation » américaine préfigura un changement qui vit l'anthropologie passer de la politique intérieure à la politique étrangère. Curieusement, la gestion de la politique extérieure emprunta le dispositif conceptuel forgé sur le modèle des « Indiens » comme l'élément d'une stratégie globale de traiter avec *tous* les « étrangers », c'est-à-dire l'ensemble des peuples situés en dehors des frontières territoriales des États-Unis (Assayag 2003). La politique internationale eut ainsi partie liée avec l'anthropologie durant le XX^e siècle. Dans le dessein de rendre cohérente et systématique l'anthropologie, la discipline fut progressivement articulée en quatre champs disciplinaires (*four fields discipline*) : la biologie, l'archéologie, l'ethnologie, la linguistique. Ainsi architecturée et canonisée, l'anthropologie circonscrit un vaste

6. Cf. les réflexions d'Élise Marienstras (2005) et, sur la question d'incrimination de génocide des Indiens, on se reportera aux ouvrages discutés de David Stannard (1992) et de Ward Churchill (1997). L'idée que la tradition coloniale agit derrière Hitler est explicitée par Domenico Losurdo (2006).

territoire de l'« étranger » qui correspondait à des savoirs distincts⁷. La linguistique se consacrait à l'étude des langues et des migrations ; l'archéologie et la préhistoire étaient en quête des « origines » ; la biologie se concentrait sur la « différence raciale » et la provenance des populations ; enfin, l'ethnologie ou l'anthropologie sociale et culturelle focalisaient sur les coutumes contemporaines et la diffusion des comportements sur des aires géographiques et culturelle variées, les *area studies*. À travers cette grille institutionnelle destinée à rendre intelligible l'ensemble des activités individuelles et sociales des « étrangers », l'anthropologie fut en passe de devenir la discipline reine pour penser et gérer la politique étrangère.

Les fondations et les faiseurs de démocratie

Au mitant du XIX^e siècle, les Américains inventèrent des manières nouvelles d'associer les affaires, la politique et la science. Un réseau de grandes entreprises et d'universités, d'instituts et de laboratoires, d'agences gouvernementales et de fondations philanthropiques furent mises en place en vue de permettre aux producteurs et aux consommateurs de savoir interagir et de développer de nouvelles stratégies d'acquisition des connaissances. Ce partenariat interprofessionnel sans précédent, mené à l'échelle nationale et solidement établi dans les années 1920, n'allait pas cesser de se renforcer au fil du siècle et, qui plus est, en s'internationalisant. Ce dispositif fournit aux Américains les moyens de leur prospérité économique et de leur ascendant à propos de la politique internationale. Cette évolution leur donna une nouvelle image d'eux-mêmes, celle d'une nation capable de réussir sa révolution industrielle, de produire la richesse en quantité inouïe en vue d'une consommation de masse illimitée, et de la répartir démocratiquement. La création de fondations généreusement dotées – laboratoire scientifique d'expérimentation sociale contenant « la reconstruction sociale en germe », selon E. Seligman (Zunz 2000 : 52) – était un moyen de redistribuer la richesse, de produire de nouvelles connaissances et de contrôler le corps social dans l'espoir d'assurer la survie du grand capital – la main invisible du système économique américain.

Parallèlement, les spécialistes en sciences sociales entendaient promouvoir l'ingénierie sociale et la recherche appliquée. Dès les années 1920, ils investirent dans le mouvement dit « intelligence sociale » qui, selon un responsable de la Fondation Rockefeller⁸, invitait à un effort vigoureux « pour comprendre et contrôler des institutions et des processus sociaux pressants ». Cette « intelligence sociale » devait permettre de remédier à l'anomie de la société moderne. En misant sur les universités et en procurant des financements conséquents,

7. On lira avec intérêt la généalogie critique des *four fields discipline* de James Clifford, dans ce volume (pp. 41-68), ainsi que dans Clifford (2005).

8. À propos de John Rockefeller et plus généralement de la manière de financer les recherches scientifiques à travers la philanthropie, voir la note de synthèse de Nicolas Guilhot et de Laurent Jeanpierre, « Fondations philanthropiques et mode de production scientifique aux États-Unis » (38 pages tapuscrites). On lira également Arnove (1980), Berman (1983) et Fisher (1993).

on espérait produire des experts qui bâtiraient les fondations théoriques de l'intelligence sociale. L'appel de John Dewey selon lequel il fallait développer de nouveaux « outils d'enquête sociale » pour comprendre et gérer des mécanismes sociaux et institutionnels fut d'autant mieux reçu que sa finalité invitait à l'émancipation de la population. Bien que les praticiens de ces disciplines se voulassent moins normatifs, ils avaient continué de considérer leur travail en termes d'« évangélisme social » (Zunz 2000 : chap. II). Ainsi les connaissances devaient-elles être mises au service d'une politique de réforme : le plan devait se substituer aux efforts empiriques. L'objectif était d'établir une relation permanente entre les sciences sociales et la politique. Pour répondre à cette attente, les praticiens des sciences sociales, notamment les psychologues et autres « béhavioristes », développèrent des techniques d'analyse des comportements et des méthodes, à la fois qualitatives et quantitatives, pour penser les individus et les groupes sociaux au sein d'une société moderne de masse, via notamment l'invention d'un être abstrait et hautement hypothétique : l'« Américain moyen ».

De proche en proche, cette expérimentation « unidimensionnelle » apporta une caution scientifique aux thèses de la supériorité des Blancs, des Anglo-Saxons et des classes moyennes, aveugles qu'ils étaient à la dynamique des processus culturels. L'entrée en guerre en 1917 donna l'occasion aux hommes des sciences sociales d'appliquer de nouvelles techniques à grande échelle. Les programmes de l'armée constituèrent donc la première expérience de gestion des grands agrégats sociaux modernes, sur fond de nationalisme sourcilieux et d'une préoccupation économique : influencer sur les choix des consommateurs réclamait une connaissance empirique de la société. L'âge des sondages était venu, et avec lui « l'opinion moyenne du genre humain », pour reprendre la formule de George Gallup, célèbre fondateur de l'institut du même nom. L'outil privilégié de la cohésion sociale fut donc la consommation plutôt que la politique sociale (comme en Europe) – moteur premier de la croissance. La construction idéologique du « siècle américain » devait justifier, aux yeux des Américains leurs interventions extérieures, destinées à imposer la *pax americana*. La « civilisation américaine » était essentielle au combat contre les dictatures : l'expérience de l'effondrement de l'Europe offrait à ce pays l'occasion unique d'« exporter les principes démocratiques » dans le monde entier et d'orienter une ingénierie sociale de grande ampleur à la faveur d'une mobilisation nationale totale.

L'une des origines de la puissance américaine au XX^e siècle tient dans la capacité des Américains à mettre leurs connaissances scientifiques au service d'objectifs commerciaux et militaires, bousculant ainsi la domination économique, scientifique et techniques des Européens. Les universités ambitieuses, fondées grâce au soutien d'hommes d'affaires riches et dirigées par des entrepreneurs, n'étaient que les étoiles les plus visibles d'une constellation d'établissements divers voués à la recherche et au savoir et d'un réseau dense de chercheurs et d'acteurs venus de divers horizons, notamment inventeurs et industriels, travaillant ensemble. Comme l'a remarqué Thomas Kuhn, l'essor de la science industrielle « transforma les communications, la fabrication et la distribution

d'énergie [...], les matériaux de l'industrie et de la vie quotidienne, la médecine et la conduite des guerres » (1977 : 145-146). La relation entre la science et l'industrie, qui se noua alors, fut déterminante dans l'essor de l'une comme l'autre. Il ne s'agissait plus de dénicher, selon l'expression de Carnegie, l'« homme exceptionnel », mais de contribuer à la formation d'une génération de chercheurs. Message par ailleurs conforme à la philosophie pragmatique, notamment celle de John Dewey – *How we think*, publié en 1910 : « la théorie est d'abord une manière de coordonner et d'étendre les pratiques de recherche, et secondairement de les créer » (Rorty 1991 : 63). Des liens étroits se tissèrent entre scientifiques et militaires par l'intermédiaire du National Research Council (NRC) créé par le président Woodrow Wilson en 1916 pour coordonner la recherche. La Première Guerre mondiale fut bien un tournant majeur puisqu'elle fournit l'occasion aux militaires de s'inclure dans le réseau institutionnel du savoir. Il s'agissait d'une répétition générale avant l'établissement du complexe militaro-industriel de la seconde moitié du XX^e siècle.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés étaient fermement résolus à désarmer le Japon et l'Allemagne ainsi qu'à limiter drastiquement leur capacité industrielle. Mais le besoin se fit rapidement sentir d'établir un nouveau partenariat avec les ennemis d'hier. Dans les pays vaincus, où presque tout était à reconstruire, la possibilité s'offrait d'une expérimentation politique, économique et sociale menée sous l'égide américaine. Les guerres mondiales furent un tournant majeur puisqu'elles fournirent l'occasion aux militaires de s'inclure dans le réseau institutionnel de savoir. La conduite de la guerre et de la croissance de la société de consommation était fondée sur les mêmes développements scientifiques et techniques.

Un réseau de relations étroites entre scientifiques, professeurs, inventeurs, hommes d'affaires, gestionnaires, juristes, militaires et fonctionnaires, était solidement en place. Dès lors, les fondations privées eurent la possibilité de systématiser leurs financements de projets scientifiques et techniques. Pendant les guerres, le NRC demanda non seulement aux grandes firmes de financer la recherche universitaire, mais il sollicita aussi les fondations privées. La structure du NRC permit d'interagir efficacement avec la communauté scientifique et d'offrir la possibilité aux fondations de construire une relation durable avec eux. Parallèlement, certains experts en sciences sociales souhaitaient favoriser l'ingénierie sociale et la recherche appliquée, le plus souvent au nom de la démocratie (américaine).

Les anthropologues sont-ils des espions ?

Le 20 décembre 1919, le journal *The Nation* publia une lettre de Franz Boas, sous le titre : « Scientifiques comme espions ». Le père de l'anthropologie universitaire américaine affirmait que quatre anthropologues américains, dont il ne cite pas le nom, avaient profité de leur position de chercheur professionnel pour se livrer à de l'espionnage en Amérique centrale durant la Première Guerre mondiale. Boas condamna fortement leur entreprise et déclara qu'ils avaient « prostitué

la science en utilisant une couverture pour leur activité d'espions ». Selon lui, les anthropologues espionnant pour leur pays avaient trahi non seulement la science, mais également décrédibilisé la recherche anthropologique à des fins politiques.

La principale réaction à cette lettre parvint dix jours plus tard, à l'occasion de la rencontre annuelle de l'American Anthropological Association (AAA) lorsque le conseil de direction de cette organisation censura Boas en l'excluant du conseil et en faisant pression de sorte qu'il donne sa démission du conseil de recherche national. Trois des quatre accusés (dont les noms n'étaient alors pas connus⁹) votèrent la censure. Le quatrième écrivit plus tard à Boas pour s'excuser, en expliquant qu'il avait espionné pour répondre à son devoir patriotique. Plusieurs raisons variées expliquent la censure de Boas, dont les rivalités personnelles au sein de l'AAA et, bien sûr, l'antisémitisme.

En 1919, l'anthropologie américaine évita de traiter la question de l'éthique, celle-là même posée par Boas sur la question de l'espionnage. Dans la mesure où aucune décision éthique (sur l'espionnage) ne fut arrêtée par l'AAA, on pourrait dire que ce silence perdure jusqu'à aujourd'hui. Or on sait qu'un grand nombre d'anthropologues pratiquèrent l'espionnage dans l'intervalle. Citons, par exemple, Samuel Lothrop, qui fut agent de l'« intelligence navale », notamment aux Caraïbes durant la Première Guerre mondiale. Il rempila lors de la Seconde pour le Special Intelligence Service (SIS), une structure fondée par Edgar J. Hoover dans le cadre du Federal Bureau of Investigation (FBI), cette fois en Amérique du Sud et centrale, afin de coordonner les opérations sous couverture d'archéologue.

L'apparition du terme de « services spéciaux » (en 1940) signale une pratique politique occulte qui combine savoir et action. Vues du côté du pouvoir en place, trois phases scandent dès lors son pouvoir depuis 1939. La Seconde Guerre mondiale et la guerre froide avec, à partir de la logique de la subversion par le Service Operation Executive (SOE) britannique, la théorisation de l'Office of Strategic Service (OSS), puis des opérations clandestines de la Central Intelligence Agency (CIA) en Europe orientale : cette phase se clôt au milieu des années 1950. La deuxième est celle de la « contre-insurrection » (*counter-insurgency*), française en Indochine et en Algérie, puis américaine au Vietnam : son échec la discrédite. La troisième, née au début des années 1980, est celle de la doctrine des conflits de faible intensité (*low intensity warfare*). Le modèle britannique d'action clandestine (Malaisie, Chypre, Oman, Ulster) aura servi de point de référence idéal de la contre-révolution plus ou moins secrète. La multiplication au XX^e siècle des tyrannies et des situations d'exception contribue à fusionner en un même espace et un même usage du renseignement et du secret ce qui relève de la guerre populaire, de la guerre des partisans, de la guerre de libération nationale, de la guerre révolutionnaire, du terrorisme, partout où s'articulent désormais étroitement la guerre et la politique¹⁰. Entre-temps, l'anthropologie s'est considérablement

9. Il s'agit de Samuel Lothrop, Sylvanus Morley, Herbert Spinden et John Mason.

10. À propos de la périodisation, se reporter au livre d'Alain Dewerpe (1994) et surtout à la synthèse contemporaine de Hugh Gusterson (2007).

développée et restructurée dans le cadre des *area studies*, non sans susciter moult engagements et débats éthiques ou politiques, notamment à l'occasion d'opérations militaires, politiques, économiques ou d'ingénieries sociales de tout poil (Waters 2000 ; Miyoshi & Harootunian 2002 ; Szanton 2004). Des agences de renseignements officielles ou des officines d'espionnage préparaient en sous-main des interventions menées à l'étranger sur la base d'informations diversifiées, de fiches documentaires ou de rapports s'appuyant parfois sur des programmes de recherche. L'objectif était de rassembler un ensemble d'informations utiles qui permettraient de s'orienter sur les « terrains » d'intervention dans le dessein de mieux comprendre le milieu physique et humain, la diversité des populations, des cultures, des religions, ainsi que l'histoire de la région et les forces politiques en place. Les anthropologues furent massivement enrôlés pour remplir ce rôle – vaillants soldats du développement dont l'objectif visait à « endiguer » le communisme grâce aux *Peace Corps*.

Durant la Seconde Guerre mondiale, ce furent quelque 350 agents qui travaillèrent en vue de collecter de l'information régionale. Ceux-ci furent financés par la fondation Rockefeller et d'autres institutions liées à Harvard, au Peabody Museum, l'Institute of Andean Research, enfin l'Institut Carnegie¹¹. On connaît également le cas Ruth Benedict, mais aussi d'autres collègues moins connus qui furent engagés par la RAND Corporation, un *think-tank* proche du Pentagone (dont le nom provient de la contraction de *Research and Development*), et par le Bureau de la recherche navale. Durant la guerre du Vietnam, nombre d'anthropologues contribuèrent à des projets militaires stratégiques appliqués.

Le maccarthysme

L'idée selon laquelle la guerre froide a informé l'anthropologie américaine apparaît désormais controuvée grâce au travail d'archives impressionnant et méticuleux de David H. Price (2007), incluant les correspondances, les récits oraux, les sources publiées, les auditions de justice, et plus de 30 000 pages du FBI et de mémorandums gouvernementaux. Cette exploration dans les documents gouvernementaux a duré quelque douze ans. L'anthropologue fut contraint de remplir plus de 500 formulaires (FOIA) et quelque 200 *appeals*, et il a « rempli agressivement » un grand nombre de formulaires administratifs puisqu'ils étaient enfin ouverts à consultation. C'est grâce au soutien du sénateur Patty Murray et d'un membre du Congrès, Brian Baird, que l'anthropologue a pu débloquent la situation. Tout cela était-il nécessaire ? Assurément. En effet, après avoir attendu cinq ans, Price fut informé que le FBI n'avait pas de dossier sur l'anthropologue Gene Weltfish ! Or, après un grand nombre d'appels et une attente de plusieurs années, Price reçut enfin 412 pages de documents (fréquemment caviardés) du FBI concernant le seul Weltfish...

11. En retour, soulignons que la fondation Rockefeller reçut des « apports de l'humanisme français dans l'élaboration des *Programs and Policy* » pendant la Seconde Guerre mondiale (Gemelli : 1992).

La surveillance exercée par les services d'information politique provoqua moult dommages dans le champ anthropologique, y compris par le biais de persécutions que subirent plusieurs dizaines d'anthropologues activistes pendant la chasse aux communistes (*Red scare*) dans les décennies 1940 et 1950. La description des méthodes utilisées afin de réprimer l'activisme social alla bien au-delà de ce cadre temporel. En effet, l'atmosphère répressive fut continue ou chronique envers ceux qui étaient ciblés en tant que « non américains » (*un-Americans*) ou « non patriotes » (*un-patriotes*).

De fait, il pourrait sembler que la discipline de l'anthropologie attire presque naturellement des individus portés à la contestation au regard de l'insatisfaction qu'ils éprouvent envers leur propre société et au regard de la fascination que nombre d'entre eux ressentent envers les sociétés « autres » et lointaines. C'est-à-dire des personnalités sensibles au relativisme culturel et à la valeur des cultures, mais aussi de l'« enculturation » qu'induit le travail sur le terrain ; bref, une opportunité de critiquer les principes et les pratiques du nationalisme ou du patriotisme *at home*.

En réalité, ce ne fut pas le cas. Nombre d'entre eux, et pas les moindres, ont soutenu le courant conservateur universitaire et les programmes du gouvernement, sinon la politique gouvernementale elle-même. Au point que certains devinrent des informateurs du FBI, sans vergogne. Il est vrai que l'atmosphère répressive d'après la Seconde Guerre mondiale et le glacis Est-Ouest ont redéfini les notions d'anthropologies publiques en procurant quelques avantages à ceux qui s'accommodaient et acceptaient de penser et d'agir de « manière acceptable ».

L'ouvrage de David H. Price s'avère une contribution intéressante à l'histoire de l'anthropologie parce qu'il révèle la face cachée de cette longue histoire en dépassant la simple généalogie des concepts. Le paysage qui s'en dégage s'avère assez sombre, voire déprimant. À propos des dossiers discutés, deux événements, parmi d'autres, méritent d'être retenus tant ils sont significatifs. Le premier concerne l'échec de l'AAA d'apporter un quelconque soutien lorsque des membres de l'Association essayaient un feu nourri d'attaques de la part de diverses agences gouvernementales. Ainsi, l'AAA refusa de protéger l'archéologue Richard Morgan, accusé d'être un communiste par le musée d'État de l'Ohio. En dépit d'appels répétés à l'AAA, dans le dessein de lui apporter un soutien sous la forme d'un comité spécifique d'enquête, Morgan fut inscrit sur la « liste noire » et interdit désormais d'enseigner et de pratiquer sa discipline sur le territoire des États-Unis.

Le second exemple est celui de George Peter Murdock, le concepteur des *Human Relations Area Files*. Celui-ci envoya une longue lettre à Edgar J. Hoover, le tout-puissant directeur du FBI, après la réunion annuelle de l'AAA à Toronto en 1948. Dans ce courrier, l'anthropologue désignait douze membres (passés ou présents) de l'AAA qui étaient actuellement membres du parti communiste et qui, selon lui, s'efforçaient de convertir « our scientific organization into a propaganda tool » (Price 2004 : chap. IV) ; en bref, de mettre la main (des « Rouges ») sur l'AAA. Pour cette contribution à l'effort de guerre (« froide »), Murdock fut

récompensé : il fut nommé président du Comité de la liberté scientifique de l'AAA ! À ce titre, il se chargea d'enquêter sur les violations de la liberté académique... En somme, Murdock fut à la communauté anthropologique ce que fut Elia Kazan pour le milieu cinématographique sous le maccarthysme. Cet épisode a contribué à diviser les Américains sur la base de catégories simplistes de « loyal followers » et d'« enemies of the state ». Il faut entendre le « maccarthysme » au sens absolu et sur la longue durée. En effet, le FBI, organisme chargé de mener les enquêtes contre les « ennemis » (communistes ou supposés tels), fut dirigé durant presque cinquante ans, de 1924 à 1972 (au Bureau des investigations), par un même homme. De fait, Edgar J. Hoover échappa au contrôle non seulement des présidents successifs, mais également du Congrès et du pouvoir judiciaire. On regrette, en passant, que les ethnologues, qui ont étudié les processus de régulation idéologique de protection et d'aliénation, à travers les accusations de sorcellerie chez les Azandé, les Navajo ou les Ndembu, ne se soient pas retournés vers leurs propres sociétés tant les mécanismes d'identification des boucs émissaires, en situation de crise ou de changement social, se ressemblent quelles que soient les sociétés.

La recherche sur les archives de la période de la guerre froide, et de l'impact de celle-ci sur les anthropologues engagés à divers titres et en de multiples lieux, a un intérêt polémique évident. Mais elle a aussi un objectif heuristique dans la mesure où elle questionne l'histoire de l'anthropologie dans ses rapports à la sécurité nationale et aux relations internationales. Faire saillir les contextes politiques, idéologiques et institutionnels de la fabrique anthropologique invite à disputer la représentation héroïque et lénifiante, volontiers colportée par ses praticiens. Cette vision « pasteurisée » de la discipline, chez ses usagers, rend caduque l'épistémologie « internaliste » qui se contente de la seule généalogie des concepts, sans jamais voir les conditions de production matérielles et situationnelles. Du même coup, la critique interpelle le paradigme « historiciste » dominant de l'anthropologie américaine, dont le maître est incontestablement George Stocking. Qui plus est, les historiens de l'anthropologie ont manifestement sous-estimé l'impact de la politique et le rôle des carrières universitaires, notamment celles des grandes figures de la discipline, tels Oscar Lewis, Alexander Lesser, Bernhard Stern et Leslie A. White, pour ne retenir que quelques noms. Laura Nader avait d'ailleurs souligné que la dépolitisation de l'histoire de l'anthropologie ne fut pas un accident de parcours. Cette discipline s'accompagna toujours de ce qu'elle appelle un « facteur fantôme » tant l'anthropologie fut hantée par un passé pensé comme apolitique (1997a et b). Il ne s'agit pas de nier la fécondité d'une conception relativiste de l'histoire de l'anthropologie selon les époques ou les lieux, mais de réintroduire une série de variables politiques en termes de trajectoires individuelles, de contextes nationaux ou de situations internationales liés à des constructions théoriques et intellectuelles. Certes, tous les chercheurs ne sont pas engagés, mais certains le sont (qu'ils en aient conscience ou non). Mais en réalité on ne peut comprendre les travaux des uns et des autres qu'à condition de produire une analyse nuancée de la question politique.

En 1947, John Cooper estimait que, durant la Seconde Guerre mondiale, une bonne moitié des anthropologues professionnels travaillait à plein temps dans des institutions liées à la guerre. Non seulement ils mirent à disposition leurs compétences, mais ils occupèrent des centaines de postes au service d'institutions allant de l'Office of War Information (OWI), une agence de propagande, à l'OSS, une agence d'intervention créée par le président Roosevelt en 1942. Cette dernière institution précéda la CIA. L'OSS était une agence d'information multidisciplinaire visant à collecter les renseignements et à organiser des actions de « couverture » (Loyer 2005 : chap. XI). Les anthropologues s'engagèrent dans des activités allant des corvées bureaucratiques jusqu'à la protection d'agents ou en prêtant la main pour conseiller d'aventureux agents secrets, quand les anthropologues ne se livraient pas eux-mêmes à ces types d'activités.

Une trentaine d'anthropologues travaillèrent pour l'OSS durant la guerre. Retenons, parmi eux, les noms de E. Wyllys Andrews IV, William Bascom, Gregory Bateson, Lloyd Cabot Briggs, Carleton Coon, Cora DuBois, Anne Fuller, Nelson Gueck, Gordon Hewes, Frederick Hulse, Olov Janse, Felix Keesing, Alexander Lesser, Edwin Loeb, Leonard Mason, Mark May, Alfred Métraux, George Murdock, David Rodnick, Morris Siegel, Richard Starr, Davis Stout, Morris Swadesh et T. Cuyler Young. Évidemment, ces chercheurs avaient divers emplois et leurs préoccupations ou leurs engagements différaient grandement. Cela allait des travaux linguistiques à des recherches de renseignement, de la prévision économique à la compilation d'informations, en passant par l'analyse de situations sociales ou de configurations géopolitiques étrangères. En sorte que l'Amérique inventait une nouvelle manière d'associer les affaires, la politique, le militaire et la science en enrôlant des universitaires-experts aux quatre coins de la planète. On attendait d'eux qu'ils produisent de la connaissance soit pointue ou générale dans le domaine des sciences sociales qu'on cherchait à aligner sur le modèle des sciences objectives. Ce dont atteste, par exemple, la Research and Analysis Branch (RAB) qui recruta de brillants universitaires (venus de la *Ivy League*) pour se livrer à des enquêtes en sciences sociales et comportementales, mais également en histoire, en géographie et en archéologie (*Ibid.*). L'emploi des anciens de l'Institut de recherche de Francfort, dont l'objectif était de réaliser une synthèse du savoir au travers de la « théorie critique », trouva un débouché pratique logique particulièrement significatif.

Le plus étrange témoignage publié reste celui d'un anthropologue qui travaillait en tant qu'agent de la CIA. Carleton S. Coon décrit ses expériences d'avant-guerre dans son livre, *A North Africa Story. The Anthropologist as OSS Agent, 1941-1943* (1980), en montrant de quelle manière son expertise géographique et culturelle servit à développer des réseaux alliés d'information et de « contre-information », tout en organisant dans le même temps des escadrons spécialisés qui devaient combattre en Afrique du Nord. L'OSS s'efforçait de recruter les meilleurs universitaires, en bref, l'élite créatrice en sciences sociales. À ce titre, Gregory Bateson apparut comme un candidat naturel puisque cet

« esprit fort » était l'héritier d'une famille affiliée au Saint John's College à Cambridge depuis plusieurs générations. Il fut recruté par contrat alors qu'il enseignait à l'Université de Columbia à New York. À partir de 1940, Bateson et sa femme, Margaret Mead, militèrent pour une « anthropologie appliquée » dans ce cadre institutionnel en redéfinissant et en multipliant les études dites de « culture à distance ». Ce type de technique intéressait fort l'OSS dont le dessein était de mieux comprendre comment l'on pouvait subvertir les « ennemis » des États-Unis.

Bien que Bateson exprimât quelque réticence envers l'anthropologie appliquée et fût part de ses arrière-pensées vis-à-vis de ce genre d'activité avant et après la Seconde Guerre mondiale, les archives de l'OSS attestent du vif intérêt et de l'enthousiasme qu'il nourrissait à travailler pour des opérations de renseignement durant la Seconde guerre. Engagé dans la US Navy, il devint instructeur de *pidgin* pour les troupes américaines dans le Sud Pacifique puis fut promu secrétaire du *Moral Committee*. En 1944-1945, il s'enrôla, en tant que civil cette fois, comme membre d'une unité d'information pour le renseignement dans les montagnes de l'Arakan, en Birmanie. Son activité de guerre fut principalement consacrée à diffuser la « propagande noire », via les « circuits de communication » des stations de radio depuis la Birmanie et la Thaïlande ; il travailla également en Chine, en Inde et à Ceylan. La « propagande noire » consistait à diffuser des informations prétendant représenter les opinions et les positions de l'« ennemi » en mélangeant des données factuelles avec la « désinformation »¹². Il s'agissait de portraiturer ou de travestir l'ennemi sous des traits caricaturaux et négatifs, c'est-à-dire à travers les stéréotypes les plus sombres. À cette fin, Bateson mit en œuvre les principes de sa théorie de la « schismogénèse » en s'efforçant de créer des situations de crise ou de générer de l'anomie ou du déséquilibre à la faveur de différenciations croissantes ; en bref, de provoquer le désordre parmi les « ennemis ».

Mais Bateson ne se contenta pas de concevoir et de propager la « contre-information » en vue de réduire les ennemis des Américains, en particulier au Japon. Il coopéra à l'analyse du renseignement (*raw intelligence*), rédigea des rapports de stratégie et s'engagea dans des opérations dites de « camouflage ». Son dossier de l'OSS mentionne qu'en août 1945 il se porta volontaire pour une « mission secrète et dangereuse » : il devait traverser clandestinement les lignes adverses japonaises afin de récupérer un agent allié capturé sur leur territoire. Cet exploit intrépide lui valut une décoration.

Son activité à l'OSS en Inde et en Asie du Sud-Est après-guerre ne fut pas moins remarquable. Chargé d'observer sur le long terme ces régions de l'Asie, il établit un état des lieux en vue de concevoir de quelle manière et à quelles conditions ces pays pourraient devenir « amis » de l'Amérique dans les vingt ans à venir. Dans son rapport, il écrit : « It will actually pay the Americans to influence the British towards a more flexible and more effective colonial policy ». Car il considère avoir

12. Sur l'Office of War Information (OWI), dite aussi *Voice of America*, on se reportera au chapitre VIII du livre d'Emmanuelle Loyer (2005).

repéré les deux défauts inhérents au « système impérial » (britannique et hollandais) d'avant-guerre. D'une part « le manque de communication entre la population indigène et le Blanc » ; de l'autre, « l'échec dans la délégation de l'autorité ». Bateson propose donc d'y remédier pour le profit de l'empire américain.

Conformément au modèle « culture et personnalité » – partagé avec Ruth Benedict dont l'ouvrage, *Le Chrysanthème et le Sabre* (1946), ré-inventa la tradition nipponne sous prétexte de réfléchir aux fondements du militarisme japonais – Bateson considérait que les Britanniques seraient de meilleurs colonialistes s'ils ressemblaient moins à des « parents britanniques » et davantage à des « parents américains ». Pis, ignorant le mouvement anticolonialiste en Inde alors en pleine effervescence, il ne chercha pas à démanteler l'empire des Indes, mais proposa au contraire d'en améliorer le fonctionnement et d'en prolonger la longévité. Dans cette perspective, il conseillait, d'une part, de transformer la « personnalité » de la bureaucratie administrative grâce à des programmes d'éducation ; d'autre part, il souhaitait modifier la relation avec l'indigène sur le modèle paternaliste (américain). Cette vision néocoloniale anticipait l'impérialisme américain des années 1970...

Son rapport final établit une série de recommandations pour l'après-guerre. Premièrement, les États-Unis doivent impérativement collecter le maximum d'informations possible sur les modes de vie et la culture populaire (*pop culture*) de l'Asie du Sud et du Sud-Est. À ce titre, Bateson souligne l'intérêt de l'étude intensive du cinéma et des ouvrages de fiction pour pénétrer les sociétés étrangères – lumineuse suggestion, en effet. Concernant le traitement des minorités ethniques, il conseille d'apprendre des succès de l'URSS qui a conquis, en co-optant selon des « cycles de rétroactions positives », les aspects de leurs cultures : l'Amérique doit donc contrôler l'orientation et le développement des mouvements sociaux et politiques des indigènes par le biais de l'assimilation, autant que faire se peut. En promouvant une espèce de guerre psychologique attentive aux circuits de communication, il souligne la nécessité de « craqueler et diviser » les cultures dites autochtones, préfigurant de la sorte la politique qui sera exploitée de manière opérationnelle par Edward Lansdale lors des guerres et des guérillas du Viêt-Nam et des Philippines. Ce type d'approche, qui suggère que les chefs indigènes légitimes sont les « objets » soumis d'une attention polie de la part des institutions et des personnels liés aux agences de renseignement, deviendra l'une des techniques courantes de subversion et de conquête dont la CIA ne s'est guère privée. Esprit décidément fort curieux, Bateson expérimenta le LSD pour la CIA dès les années 1950. C'est à cette occasion qu'il travailla avec le poète *beat*, Allen Ginsberg, ainsi initié à la consommation d'hallucinogènes dans le cadre d'un programme de recherches conduites sur le campus de l'université de Stanford, en Californie.

On a fréquemment souligné combien la Seconde Guerre mondiale et les années qui ont suivi ont significativement transformé la discipline anthropologique. Mais on a moins remarqué que ce fut au profit d'une « anthropologie appliquée », c'est-à-dire une discipline utile et susceptible d'éclairer le fonctionnement des sociétés, quand il ne s'agissait pas de les améliorer. Il n'est pas jusqu'à la fameuse expérimentation du *teach-in* de John Donahue, Marshall Sahlins et Eric Wolf qui contribua à cette orientation pédagogique et éducative, y compris au-delà des cercles universitaires. Quand bien même ceux-ci surent inventer un modèle toujours vivant d'éducation publique qui traverse les filtres et les obstacles des médias traditionnels, en dehors des universités, à l'époque mouvementée de la contestation contre la guerre du Viêt-Nam (Sahlins 2000 : chap. VI). En effet, cette entreprise de promotion publique du savoir accrédita l'idée que l'anthropologue avait une valeur et que cette discipline était une richesse. Non seulement elle pouvait aider à rendre intelligibles la multiplicité des mondes culturels et sociaux, mais elle pouvait être aussi un formidable instrument de réforme ou de changement social. Cet effet d'aubaine stimula les financements et, dans la foulée, le désir d'améliorer les sociétés pour leur bien par le moyen des ingénieries sociales. De fait, la participation des anthropologues à la Seconde Guerre mondiale a transformé la discipline. Aux États-Unis, les anthropologues ont démontré aux agences gouvernementales et aux institutions de recherche privées que la profession avait une expertise et donc la capacité d'accroître encore sa valeur à la faveur de la guerre froide dans les sphères d'influences américaines. Ainsi les anthropologues furent-ils recrutés massivement au sein de diverses institutions, comme l'OWI, l'OSS, la Military Intelligence Division, ou le Coordinator of Inter-American Affairs, ainsi que la Division of Cultural Relations.

Sans entrer dans le détail des vicissitudes de l'anthropologie sociale et culturelle dans les années 1980-1990, principalement marquées par la notion de « globalisation » – concept-phare de la pensée postcoloniale –, les droits de l'homme devinrent les principes qui auraient dû organiser un nouvel ordre mondial et auxquels les États auraient dû se conformer pour établir la « bonne gouvernance »¹³. Exporter la démocratie semblait une activité profitable prise en charge par une myriade d'experts qui développèrent des réseaux transnationaux et des circulations entre les organisations non gouvernementales – face souriante et amicale de la mondialisation – et les institutions nationales ou internationales en quête de « bonne gouvernance » – face glacée des politiques néolibérales en vue de réduire l'État social pour mieux le réarmer du point de vue moral¹⁴.

13. Nicolas Guilhot (2005) trace avec suggestivité la généalogie intellectuelle et l'insertion institutionnelle des acteurs liés aux fondations et aux milieux universitaires, ainsi que les organisations politiques et les clubs de pensée, à la faveur de la promotion de la démocratie et du « consensus de Washington ».

14. On s'inspire de l'analyse du néolibéralisme et du néoconservatisme de Wendy Brown (2007).

La tentation morale de (re)mobiliser les praticiens des sciences sociales s'accrut d'autant plus que l'idéalisme des droits de l'homme achoppait face aux nouvelles menaces internationales post-guerre froide qui s'annonçaient. Pensons notamment à la crainte du dit « islamofascisme » – notion inconsistante – qui s'est confondu au tournant du XX^e siècle avec le retour d'une nouvelle guerre froide aux couleurs sombres du maccarthysme. Les événements géopolitiques récents, liés à l'attentat meurtrier du 11 septembre 2001 à New York et aux guerres conduites en Afghanistan et en Irak, n'ont fait que confirmer l'importance que revêt la politique étrangère nord-américaine dans ses liens avec l'anthropologie, ne serait-ce que par réverbération ou dénégation, mais parfois aussi en faisant preuve d'une grande ignorance...

La tension entre les besoins universitaires et la sécurité nationale aux États-Unis est un problème à la fois ancien et récurrent. Il n'a pas fallu attendre l'événement du 11 septembre 2001, sur le territoire américain, pour que se nouent des liaisons dangereuses entre savoir et pouvoir, plus ou moins secrètes ; nul besoin pour cela de remonter aux années de guerre ou à celles de la guerre froide. Mais une série d'événements tragiques ont reposé de manière abrupte la question des liens entre cognition et action, connaissances universitaires et agences de renseignement. Comme le montrent la volonté croissante de former des spécialistes de langues (dites « rares »), mais également l'enrôlement d'experts de tous poils : anthropologues, agronomes, économistes, politologues, archéologues, historiens de telle ou telle région et en relation avec des institutions financées (ou pas) par le gouvernement, outre les fournisseurs d'informations orientées vers des clientèles variées. L'enchevêtrement des situations de collaborations ou de conflits, qu'ils soient larvés ou ouverts, illustre les tensions entre intellectuels dits « organiques » ou « spécifiques », à côté des *academics* plus ou moins militants et des décideurs politiques, certains idéologues et d'autres espions (avec ou sans couvertures).

La réforme qui associe des universités et les organismes d'État à travers l'établissement du National Security Education Program (NSEP) dans les années 1990, doit retenir l'attention. En effet, ce programme a siphonné les étudiants des programmes de langues étrangères financés jusque-là par les bourses *Fulbright* ou le *Title VI*¹⁵. Tandis que les sources de financements courants procuraient des petites sommes de quelques milliers de dollars pour étudier une ou plusieurs langues étrangères dans les universités, le NSEP a proposé à des étudiants avancés des fonds considérables (excédant parfois 40 000 dollars), afin qu'ils étudient certaines langues, mais à condition que le récipiendaire travaille ultérieurement pour l'une quelconque des agences nationales de sécurité¹⁶.

15. Pour une brève présentation du champ universitaire aux États-Unis, de la question du *Title VI* et des orientations politico-scientifiques, on se permet de renvoyer à Jackie Assayag (2004c).

16. Les termes du débat sont clairement exposés dans l'article de David H. Price (2005).

À ses débuts, le NSEP fut critiqué avec virulence parce qu'il ouvrait les barrières présumées fermées entre les universitaires et les responsables du pouvoir de l'État. De nombreuses organisations universitaires, incluant les associations des *middle-east studies*, des *african studies*, *latin-american studies*, etc., ainsi que les puissants Boards of Social Science Research Council ou l'American Council of Learned Societies exprimèrent leur « forte préoccupation » concernant des chercheurs qui contribueraient au NSEP. Mais tandis que nombre d'universitaires réagirent avec colère en protestant contre la présence du NSEP sur les campus, il n'y eut guère de réaction lorsque, après le 11 septembre 2001, les liens préexistants entre renseignement et université furent considérablement renforcés. Sous la pression de la destruction des dites « tours jumelles » à New York et de l'entrée en guerre des États-Unis en Afghanistan et en l'Irak, un certain nombre de gens ont déclaré que la séparation entre l'université et la communauté du renseignement devait être critiquée au regard du péril que court la nation. Cette séparation met l'État en danger et s'exerce au détriment de la sécurité nationale aussi bien chez soi qu'à l'étranger. Dans la foulée, quelques anthropologues américains ont argué que le temps était venu de travailler avec la CIA et d'autres agences de renseignement.

De fait, le fameux *US Patriot Act* et les révisions du *Foreign Surveillance Intelligence Act*, sans parler des technologies déjà en acte avec le programme Echelon de la National Security Agency (NSA), ainsi que la surveillance globale des communications électroniques et téléphoniques, ont démantelé les sauvegardes prévenant l'interdiction à la CIA de se livrer à la surveillance sur le territoire des États-Unis¹⁷.

En 2004, le Congrès entérina la section 318 de la loi *Intelligence Authorization* en procurant une dotation de quatre millions de dollars en vue d'un programme pilote connu sous l'appellation de *Pat Roberts Intelligence Scholars Program* (PRISP), du nom d'un sénateur. Le PRISP a pour fin de former des professionnels du renseignement et de l'analyse des situations – le terme « espion » n'est évidemment pas employé – au sein des salles de cours des universités pour tous ceux qui se destinent à une carrière à la CIA ou d'autres agences de ce type. En décembre 2004, le Congrès approuva l'*Intelligence Reform and Terrorism Prevention Act* (S. 2845), en nommant simultanément un directeur du renseignement national. Dans la foulée, un nouveau programme universitaire, intitulé *Intelligence Community Scholars Program* (ICSP), fut conçu et mis en œuvre afin de muscler le PRISP en dotant le « programme pilote » de quatre millions de dollars.

17. En plus de l'argent pour la formation et les études sur le renseignement, d'autres fonds sont dispensés sur les campus pour la sécurité domestique et les études sur le terrorisme. Le Consortium de l'Académie nationale pour la sécurité domestique, créé en 2003, comptait, en 2006, 350 membres dans les collèges et les universités. Le Département de la sécurité domestique gère 82 millions de dollars distribués à une demi-douzaine d'universités, dont les subventions vont à des centres d'excellence qui s'occupent des problèmes de sécurité et de stratégies contre-terroristes. La (nouvelle) Direction du renseignement national (DNI) est destinée à s'étendre en termes de communauté de renseignement avec d'autres agences comportant d'autres centres semblables ayant leur propre financement. Après l'attentat des tours jumelles de New York, ce ne sont pas moins de 6000 entreprises privées qui ont proposé des subsides pour la sécurité intérieure.

Ce programme bénéficia à quelque trois cents étudiants (futurs agents du renseignement) qui reçurent une manne de six millions de dollars, soit trente millions de dollars pour la période 2005-2009. Près de 250 universités du consortium ont accepté d'enseigner l'étude de la sécurité nationale, les questions de l'antiterrorisme (à travers l'étude des langues, de la politique et des cultures locales), non sans oublier la sécurité du développement technologique.

Militariser l'anthropologie ou "anthropologiser" les militaires

Montgomery McFate

Contrairement à l'Angleterre qui avait fondé sa domination impériale à l'aide d'explorateurs, de savants, de géographes, de linguistes, d'anthropologues et d'archéologues, entre autres connaisseurs des cultures et de la vie politique, dont un bon nombre rejoignit ledit « Bureau arabe », les États-Unis firent moins appel aux spécialistes éminents des régions concernées côtoyant les plus hauts dirigeants politiques. De nombreux spécialistes du Moyen-Orient, hautement qualifiés et bardés de diplômes, qui plus est maîtrisant plusieurs langues, travaillaient bien évidemment pour diverses administrations gouvernementales, notamment le Département d'État, la CIA et d'autres services de renseignement ou pour l'armée. Mais, bien souvent, les responsables politiques influents de l'administration prenaient des décisions agressives, en ignorant la réalité des « terrains » et les régions concernées, sans tenir compte des avis des spécialistes. De fait, ils n'en avaient cure puisqu'ils travaillaient avec des collaborateurs de même obédience ou de sensibilités politiques identiques (néoconservateurs) qui avaient évidemment des opinions arrêtées et tendancieuses sur le Moyen-Orient¹⁸.

C'est dans la vallée de Shabak, à l'est de l'Afghanistan en territoire *taliban*, que les troupes paramilitaires américaines ont expérimenté une nouvelle arme de « contre-insurrection » que l'on pensait décisive dans la « guerre à la terreur », pour reprendre la notion vide de sens en usage (Assayag 2002a). Le Département de la défense, les agences de renseignements et les militaires contractualisés firent appel à des anthropologues pour lutter contre les *talibans* (qui avaient été financés antérieurement par les États-Unis pour contrecarrer la guerre menée en Afghanistan par l'Union soviétique [2002b]). L'armée a chargé l'un de ses contractants, *BAE Systems*, de recruter les anthropologues. L'annonce d'emploi stipule : « Le *Human Terrain System* est un nouveau programme de l'armée, conçu pour améliorer la capacité des militaires à comprendre l'environnement socioculturel en Irak et en Afghanistan. La connaissance des populations locales

18. Rappelons l'ignorance grossière de George Bush entre sunnites et chiïtes ou la confusion entre hachémites et chiïtes dans le rapport coécrit par l'influent Richard Perle. Ce dernier favorisa le déclenchement de la campagne de dénigrement contre les spécialistes du Moyen-Orient, avec l'aide des militants idéologues Robert D. Kaplan, Martin Ivory et Daniel Pipes, sans oublier l'islamologue Bernard Lewis qui a réussi à convaincre l'administration américaine de soutenir aveuglément Israël ; sur ces conflits à la fois académiques et politiques, cf. Khalidi (2004) et Assayag (2005).

permet aux militaires de planifier et accomplir leur mission plus efficacement et de recourir moins souvent à la force » (Bonhomme 2007). Ces diverses institutions souhaitaient introduire le « savoir culturel » et ledit « renseignement ethnographique » dans la formation des soldats afin de guider et de soutenir plus efficacement les interventions américaines en Afghanistan, au Moyen-Orient et en Asie centrale. Embarquer des anthropologues dans les unités militaires, ou des brigades d'intervention, devait permettre d'« introduire de la gouvernance chez les gens » (Rohde 2007).

L'histoire commence en 2003 lorsque des officiels du Pentagone contactèrent Montgomery McFate, une diplômée en droit de l'université d'Harvard et titulaire d'une thèse d'anthropologie sociale et culturelle (sur la communauté républicaine en Irlande du Nord) soutenue à l'Université de Yale. Très concernée par l'« anthropologie appliquée » et convaincue de l'importance de la culture dans le règlement des conflits et le maintien de la paix, cette chercheuse avait travaillé dans diverses organisations liées à des agences militaires de renseignement, incluant la RAND Corporation, le Bureau de renseignement de la Marine et l'Institut d'analyse, outre diverses institutions liées à la sécurité nationale. L'objectif était d'améliorer les opérations militaires et stratégiques en Irak grâce à l'emploi de l'anthropologie sociale et culturelle sur le théâtre des conflits et des guérillas. Pour convaincre ses interlocuteurs, McFate convoqua la triple autorité de Thucydide, qui avait étudié le comportement de l'adversaire, T. E. Lawrence, qui s'infiltra dans les tribus arabes en rébellion contre l'empire Ottoman, Sun Tzu, qui affirmait que « si l'on connaît son ennemi et soi-même, on n'a plus besoin d'avoir peur des résultats d'une centaine de batailles ».

À cette aune, le savoir anthropologique des « cultures étrangères » serait plus efficace que l'usage de l'artillerie. Et de répéter que la défaite résulte toujours de l'ethnocentrisme, ainsi que l'illustra le secrétaire de la Défense Robert McNamara à l'époque de la guerre au Vietnam, pays dont il ignorait tout¹⁹. L'important est de se débarrasser de l'« eurocentrisme ». À cette fin, Montgomery McFate entreprit d'emblée de constituer une base de données, achevée en 2005, sur la composition segmentée des populations. Entre-temps, le secrétaire à la défense, Robert M. Gates, demanda une augmentation de financement à hauteur de 40 millions de dollars pour ce programme d'« anthropologues embarqués », sous l'appellation de *Human Terrain Program*, dont Montgomery McFate devint la Senior Social Science Advisor²⁰. Un manuel fut conçu simultanément en vue de fournir la base théorique de l'« anthropologie en guerre », tout en exposant ses principes et ses pratiques militaires ou stratégiques. En septembre 2007, on dénombrait des dizaines d'équipes d'anthropologues et de praticiens des sciences sociales qui

19. On pourra lire son article-manifeste intitulé « The Military Utility of Understanding Adversary Culture » (2005) ; cf. http://www.dtic.mil/doctrine/jel/jfq_pubs/1038.pdf.

20. Pour la définition et les usages du HTS, on se reportera à : http://www.army.mil/professionalwriting/volumes/volume4/december_2006/12_06_2.html.

enseignaient et entraînaient vingt-six brigades de combat en Irak et en Afghanistan ; fin septembre, cinq nouvelles équipes furent déployées dans la ville de Bagdad. Cette technique expérimentale sous label *Human Terrain System*²¹, dite aussi *Human Terrain Team*, avait été conçue par le Pentagone dans le dessein de réduire le déficit de connaissance des régions et des populations où se déroulent les opérations²². Des spécialistes des sciences sociales furent ainsi enrôlés sous le titre de « conseillers culturels », d'« analystes des cultures » ou d'« études régionales » pour être intégrés dans les brigades ou les unités de combat. L'objectif est de conduire une guerre intelligente grâce à l'information collectée et l'emploi de techniques *ad hoc* afin de trouver les meilleures voies pour gagner le soutien des populations locales sans recourir à la seule force militaire, du moins autant que possible.

En 2006, l'armée des États-Unis et le corps de la Marine publièrent officiellement un manuel, le *Counter-insurgency Field Manuel* (n°3-24), qui fut mis en vente en tant que guide militaire et stratégique élémentaire, dans l'idée de faire connaître de quelle manière la campagne militaire devrait conduire à la victoire en Irak. Cet ouvrage fut republié par les Presses universitaires de Chicago en septembre de la même année, agrémenté d'une préface originale du général David H. Petraeus, le commandant général des opérations en Irak, cosignée par le lieutenant-général James Amos. On n'y ajouta une préface du lieutenant-colonel John Nagl, ainsi qu'une introduction de Sarah Sewell, du Département de gouvernance JFK de l'Université d'Harvard. Cet ouvrage d'anthropologie à la fois théorique (Chapitre III)²³ et appliqué au terrain de guerre, en vue de résolution des conflits, fut largement diffusé et rencontra un franc succès auprès d'un assez large public. Il recouvre l'amélioration des institutions officielles locales, le recrutement des tribaux dans la police, des programmes de réduction de la pauvreté, la protection des villageois, etc. La compréhension des ressorts des relations tribales, élément fondamental de la sociabilité locale, entre dans cette formation militaire mâtinée de sciences sociales. L'application de cette anthropologie devait permettre de réduire la violence jusqu'à 60%. La confusion entre guerre et humanitaire est ici poussée à son comble, tant la collaboration entre les anthropologues et le gouvernement américain s'apparente à une « zone grise ».

21. Voici la définition : « The HTS project is designate to improve the gathering, understanding, operational application, and sharing of local population knowledge among combat teams ». Sont requis le MA ou le PhD en anthropologie culturelle, en sociologie, en sciences sociales de terrain. Le candidat doit remplir un formulaire et obtenir une autorisation de sécurité secrète qui le rend éligible pour l'emploi sous l'intitulé officiel de « counter-insurgency related field », soit une *social work* ! Rejoindre le HTS exige évidemment un entraînement dans un camp (cf. Gonzales & Price 2007).

22. Un réseau – le *Network of Concerned Anthropologists* – s'est constitué pour appeler au boycott du programme *Human Terrain System* (HTS). La très influente AAA s'est également saisie de l'affaire et a ouvert un forum de discussion sur son site internet. Le 31 octobre 2007, son bureau exécutif prend même officiellement position contre le HTS.

23. David H. Price et Roberto Gonzales ont montré, preuves textuelles à l'appui, qu'il s'agissait d'une compilation d'extraits d'auteurs plagiés dont certains sont prestigieux (mais cités sans référence, ni guillemets) : Anthony Giddens, Kenneth Brown, Fred Plog et Daniel Bates, Milton Rokeach, T. E. Lawrence, David Newman, Susan Silbey, Victor Turner, Max Weber et l'*Encyclopædia Britannica* !

Mais il n'y a là rien de nouveau. L'association de la bienveillance active et de la violence chronique ou répressive rappelle la sombre histoire qui remonte à la colonisation (Assayag 2005). Lorsque le père de l'anthropologie sociale britannique, sir Evans-Pritchard, travaillait chez les Nuer au sud du Soudan dans les années 1930, il envoyait périodiquement des rapports secrets concernant les mouvements des tribus à la Royal Air Force. Cela permettait de lâcher des bombes sur les sauvages : « Exterminez toutes ces brutes ! » (Lindqvist 1998).

Le programme de « mercenary anthropology » sur le théâtre de la guerre en Afghanistan et en Irak vise à mobiliser les sciences sociales pour obtenir des gains politiques au profit des États-Unis. De retour de son séjour en Irak, l'anthropologue Felix Moos, de l'Université du Kansas, organisa un entraînement préliminaire de « contre-insurrection » pour le personnel de l'armée abrité dans un camp du Fort Leavenworth. Divers autres manuels d'anthropologie ont été utilisés pour renseigner les armées américaines²⁴. L'idée que les Arabes étaient particulièrement vulnérables aux humiliations sexuelles est devenue un *topos* largement colporté par les conservateurs de Washington au cours de l'année 2003 en Irak (Hersh 2004). L'ouvrage le plus cité est celui de Raphael Patai, *The Arab Mind*, une étude de la culture arabe et de sa psychologie publiée en 1973. Cet anthropologue (décédé en 1996) avait notamment enseigné aux Universités Columbia et Princeton. Cet ouvrage comporte un chapitre de vingt-cinq pages sur les Arabes et le sexe, décrivant la sexualité comme un tabou chargé de honte et soumis à une forte répression : « The segregation of the sexes, the veiling of the woman... and all the other minute rules that govern and restrict contact between men and women, have the effect of making sex a prime mental preoccupation in the Arab world » (Patai 1973 : 35). L'activité homosexuelle, « or any indication of homosexual leanings, as with all other expressions of sexuality is never given any publicity. These are private affairs and remain in private » (*Ibid.* : 37). Deux idées principales émergent : la faiblesse des Arabes est la honte et l'humiliation ; ils n'entendent que la force. L'ouvrage de Patai devint (malgré lui) « la Bible des néo-conservateurs » sur la culture, la personnalité, le comportement des Arabes²⁵.

24. On sait que l'ouvrage d'ethnographie vietnamienne de Georges Condominas, *Nous avons mangé la forêt de la Pierre-Génie Gïo* (*Chronique de Sar Luk, village mngong gar, tribu proto-indochinoise des hauts-plateaux du Viêt-Nam central*, Paris, Mercure de France, 1957), sert de manuel aux bérets verts de l'armée américaine pendant la guerre du Viêt-Nam. Grande fut la colère de l'anthropologue lorsqu'il apprit que son œuvre de reconnaissance humaniste des montagnards Mngong Gar servit à les détruire...

25. Cet enseignement « anthropologique » est assurément à l'origine des sévices appliqués aux prisonniers irakiens de la prison d'Abu Ghraib. L'historien Alfred McCoy a récemment analysé comment les techniques d'interrogatoires utilisées par les agences d'espionnage américaines ont introduit les recherches en sciences du comportement. Son livre, *A Question of Torture* (2006), montre que la « brutalisation » de la torture s'est accrue grâce aux travaux approfondis de psychologues (et non pas de psychiatres) américains et canadiens dans les décennies 1950-1960 ; ces recherches furent couvertes par la CIA et le Pentagone. Sur les positions des anthropologues et des associations AAA et ASA, cf. Gonzales (2007c).

En 1993, un capitaine de l'armée australienne âgé de 32 ans, répondant au nom de David Kilcullen, avait décidé de vivre parmi des villageois de Java-Est dans le cadre d'un programme d'immersion linguistique afin d'apprendre l'indonésien. À cette occasion, l'apprenti anthropologue visita un musée militaire consacré aux guerres indonésiennes qui avaient secoué la région dans les années 1950-1960. Le soulèvement rebelle avait été provoqué par un mouvement musulman local, d'obédience mystique, appelé le *Darul Islam*. Ce soulèvement séparatiste brutal fut réduit par le gouvernement indonésien de manière exemplaire, au dire de Kilcullen ; modèle en somme d'une « contre-insurrection » victorieuse, sans qu'on en sache rien en Occident. Cette découverte décida du sujet de sa thèse en science politique à l'université de New South Wales (soutenue en 2001). L'impétrant, issu d'une famille universitaire, étudia donc le *Darul Islam* à travers l'analyse des cultures du thé et des guérillas, tout en continuant à servir l'armée australienne (jusqu'en 2005). Durant cette période, il observa la montée en puissance du mouvement de la *Jemaah Islamiya*, à la fois mouvement extrémiste *salafiste* et « global », qui s'affilia ultérieurement à la « branche » sud-est asiatique d'Al-Qaïda. Plus tard, il assista à la victoire du mouvement indépendantiste au Timor-Oriental, en Indonésie, et participa également à la force d'intervention des Nations-unies (Packer 2006). De cette double expérience, Kilcullen tira une leçon décisive : « les gens ne sont pas poussés à la rébellion par l'idéologie ; ils sont d'abord conduits par leurs propres liens ou réseaux sociaux » (2004, ma traduction comme pour toutes les citations de Kilcullen) ; ce que confirme l'enquête de Marc Sageman sur un échantillon de cent soixante-dix militants musulmans radicaux (2004).

En 2005, le lieutenant-colonel de l'armée australienne (vingt ans durant) fut recruté par le général David Howell Petraeus, commandant en chef des forces armées américaines en Irak. Devenu le chef de la stratégie au Bureau de coordination pour la « contre-insurrection » (au Département d'État des États-Unis), celui-ci coordonna une équipe de « guerriers intellectuels » (incluant un colonel économiste et un historien de la guerre au Vietnam) en vue de définir la nouvelle stratégie de guerre au Moyen-Orient. Depuis lors, ce « crocodile dundee », ni américain ni anglais, et ne revendiquant aucune obédience politique, est en contact avec le président George Bush, la secrétaire d'État, Condoleezza Rice, et le Premier secrétaire de la défense, le néoconservateur Paul Wolfowitz, notamment à propos de la lutte contre l'insurrection.

À partir de son expérience des conflits, de la violence et du rétablissement de la paix, Kilcullen s'est spécialisé dans l'analyse de l'impact de la guerre et des guérillas dans les sociétés traditionnelles, la plupart du temps au sein des systèmes non étatiques. Sa thèse souligne l'intérêt d'appliquer les méthodes propres à l'ethnologie sociale et culturelle (britannique) pour comprendre les effets de la diffusion du pouvoir politique, tout en s'interrogeant sur les raisons de la réussite ou de l'échec des opérations dites de « contre-insurrection ». L'« anthropologie »

ne cesse pas pour autant d'être le conseiller militaire pour les forces spéciales indonésiennes. En 1994-1995, il devient instructeur tacticien pour l'armée britannique. En 1999, il contribua à l'entraînement des Forces du Timor-Oriental, après l'accession à l'indépendance tout en supervisant les élections. Il se métamorphose en « gardien de la paix » à Chypre et à Bougainville. Le soldat anthropologue, ou l'inverse, s'enrôla dans plusieurs campagnes afin de réduire les rébellions et les guérillas en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient. À la faveur de sa nomination au Département d'État, il travaille aussi au Pakistan, en Afghanistan, en Irak, dans la Corne de l'Afrique et en Asie du Sud-Est.

En plus des compétences linguistiques – indonésien, arabe, français –, l'homme ne se considère pas seulement comme un praticien de la « contre-insurrection ». Il se présente également comme un théoricien de la terreur et de la guerre, spécialiste par ailleurs de la pacification. De fait, il a écrit une série d'articles de stratégie (influentes dans l'armée) qui a connu une large diffusion publique à la suite du soulèvement en Irak, après la chute de Saddam Hussein. En sorte qu'il est devenu l'un des militaires les plus connus et l'auteur du *Lonely Planet* pour le combat asymétrique et les guérillas avec son article intitulé : « New Paradigms for 21st Century Conflict » (2007) – texte qui atteste de son ambition. On retiendra aussi son manuel, « Twenty-Eight Articles : Fundamentals of Company-Level Counterinsurgency » (2006), démarqué du célèbre manifeste de T. E. Lawrence (d'Arabie) à propos des guerres tribales au Moyen-Orient, « Les 28 articles », publiés dans *The Arab Bulletin* en 1917.

L'approche philosophique de la contre-insurrection de Kilcullen commande un retournement de la stratégie de George Bush étayée sur l'idée de la « guerre à la terreur ». Kilcullen est connu pour avoir conceptualisé ladite « guerre longue » en 2004, celle-là même qui s'organise contre les groupes terroristes (d'une autre manière moins répressive et brutale que celle du général Donald Henry Rumsfeld, débarqué de son poste en décembre 2006). Kilcullen travaillait alors comme conseiller au Pentagone sous la houlette de Paul Wolfowitz. Dès 2005, la formule fut régulièrement utilisée par les responsables du commandement armé. Ceux-ci souhaitaient substituer l'expression « Countering global insurgency » (Kilcullen 2004) à la formule bushienne de la « guerre à la terreur ». Ce mot d'ordre fut forgé par Bruce Hoffman, qui enseigne à l'Université de Georgetown (Packer 2006). L'universitaire avait précédemment travaillé à la fameuse RAND Corporation pour y étudier, d'une part, la motivation et la morale du Viêt-cong des années 1960-1970 au travers d'entretiens de prisonniers, et, d'autre part, les sentiments et les réactions des émigrés de l'Europe de l'Est dans les années 1980. La substitution de formule n'est évidemment pas anodine. Selon Kilcullen, la notion de « guerre contre la terreur » a conduit le gouvernement des États-Unis à se concentrer exagérément sur les réponses militaires. Or la force armée ne constitue qu'un quart de l'effort ; le politique, l'économique, les opérations d'information sont tout autant requis. La « guerre contre la terreur » suggère un ennemi indifférencié. La clé du succès nécessite de « désagréger les situations et les insurgés » afin de mettre à jour la diversité des cas et de réorienter les griefs sociaux et politiques :

« Comme la stratégie de l' "endiguement" fut centrale pendant la guerre froide, pareillement la stratégie de la "désagrégation" fait voir une stratégie unifiée en vue de la guerre – ce qui fait défaut aujourd'hui », et d'affirmer que « nous avons besoin d'un nouveau paradigme pour le XXI^e siècle » (2004).

Toujours selon David Kilcullen, il s'avère difficile aujourd'hui de réduire les insurrections à cause de la globalisation. En effet, l'environnement de la mondialisation informatique a transformé les pratiques de la guerre et des guérillas. À ses yeux, « si Ben Laden n'avait pas eu accès aux médias globaux, aux satellites de communication et à l'internet, il n'aurait été rien d'autre qu'un pauvre type grincheux dans sa grotte » en Afghanistan (*ibid.*). Aujourd'hui, « il y a soixante groupes différents dans soixante pays du monde dont les acteurs ont tous des objectifs différents » (*ibid.*). Il ne faut donc pas parler des objectifs de Ben Laden, mais comprendre les raisons et les objectifs de « nos » ennemis divers et variés. De quelle manière peut-on repérer une telle diversité ? À son avis, « il faut cesser d'attribuer des ambitions globales à l'ennemi. Et cela n'implique pas automatiquement une réponse monolithique » (*ibid.*). L'objectif n'est plus de frapper fort pour réduire à néant les ennemis, ni même de les capturer ou de les tuer, à l'instar du programme « Phoenix » déployé au Vietnam qui imposait d'assassiner les non-combattants et les civils, mais de protéger les populations locales qui soutiennent les forces gouvernementales du pays. Ce faisant, on gagne de plus en plus de gens, on détache la population des militants, on démobilise nombre d'insurgés, en repoussant progressivement les extrémistes aux marges : « Si vous essayez de tuer l'ennemi, autant chercher une aiguille dans une meule de foin. D'autant qu'on peut toujours se débarrasser des rebelles, comme on enlève les puces d'un chien afin de les neutraliser » (*ibid.*). La visée actuelle n'est plus de prendre les villes ou de les anéantir, ni de faire le plus grand nombre de prisonniers, mais de protéger les populations afin de leur rendre une vie plus sûre en Afghanistan²⁶.

Après quarante ans de combat par le moyen de l'aide apportée aux différents pays, « nous avons appris que cette aide généreuse s'avère une chausse-trappe : l'aide ne fait que produire de la dépendance » (*ibid.*). Il ne faut d'autant plus retenir l'option de l'assistance qu'elle invite à la corruption et affaibli du même coup les populations que l'on prétend aider ou sauver. Il faut organiser la société sur une base commerciale en donnant du travail aux gens ou en leur laissant faire des affaires, mais aussi en créant des zones de sécurité et de stabilité afin d'y poursuivre des actions de développement²⁷, sachant que la pacification ne se fera pas en cinq ans mais en dix, voire trente ans si la dimension sectaire nourrit le conflit, comme il advient en Irlande du Nord :

26. On soulignera cependant que cette approche visant à « gagner les cœurs et les esprits » s'inspire du programme « Cords », appliqué par les États-Unis au Sud-Viêt-Nam dans les années 1970.

27. Ces tentatives furent expérimentées en Afghanistan dès 2003 sous l'appellation de « tâches d'encre ». Cette approche est aujourd'hui incarnée par deux instruments : les OMLT, des équipes militaires chargées de l'instruction des forces afghanes, et les équipes provinciales de reconstruction (PRT).

« Lorsque les gens sont fatigués de la guerre et que l'on veut améliorer la situation, on doit rappeler qu'il nous faut assumer la responsabilité d'avoir envahi l'Irak. Nous ne pouvons pas partir tant que ne sera pas installé un gouvernement stable et fiable. La vie de ces gens est maintenant entre nos mains. Il est important de réaliser que les Irakiens ne veulent pas que nous partions. Si nous nous en allons, ce sera comme au Rwanda. Et tout cela ira vite » (*ibid.*).

En somme, « La première chose qu'il faut savoir est de connaître son terrain ; connaître les gens, la topographie, l'économie, l'histoire, la religion et la culture. Il faut connaître chaque village, les routes, les champs, les groupes et les sous-groupes de population, les chefs tribaux, les leaders religieux » (2006), mais aussi comprendre les anciens griefs et les conflits traditionnels. « Avant de conduire une opération dans une quelconque région, les soldats doivent s'asseoir autour du pain et du thé avec les chefs tribaux dans le dessein de découvrir quels sont leurs besoins : des corans, des pompes à eau, des dynamos électriques ? » (*ibid.*).

Il ne s'agit plus d'envoyer des chercheurs embauchés par le Pentagone pour qu'ils étudient les facteurs qui promeuvent la stabilité ou la guerre dans telle ou telle société, comme l'a conçu le « Projet Camelot » (à propos du Chili en 1964, puis, ultérieurement, de l'Amérique du Sud). Pour reprendre l'expression de Montgomery McFate, la conceptrice des « Cultural Operations Research Human Terrain », les armées américaines ont besoin aujourd'hui d'une connaissance « granulaire » des terrains sociaux sur lesquels les soldats sont en compétition :

« Si vous ne pouvez appeler quelque chose par son nom – si vous ne pouvez pas dire : voilà ce qu'est ce phénomène, il a une structure, une signification, une "capacité d'agir" (*agency*) –, comment pouvez-vous combattre ? Il est impératif de connaître son ennemi. Notre tâche est donc de devenir des experts de notre propre district » (*ibid.*).

En ce sens, le champ de bataille de la « contre-insurrection globale est intimement local ». De sorte que celle-ci est, selon Kilcullen, une « science sociale armée ».

En quête du Bien

En temps de guerre et de mobilisation nationale totale, il n'existe sans doute pas une telle chose qu'un discours apolitique pour servir de guide aux associations professionnelles, y compris anthropologiques. Quant à la posture de l'inaction, elle s'apparente clairement à un fait politique de soutien aux militaires et aux politiques, avec les conséquences meurtrières que l'on sait – ne pas choisir, c'est évidemment choisir²⁸. On ne peut donc que déplorer et condamner l'arraisonnement de l'anthropologie sociale et culturelle par la guerre en Afghanistan

28. Rappelons que si les Américains croient que 10 000 civils irakiens auraient été tués depuis l'invasion en avril 2003, les estimations les plus sérieuses oscillent entre 654 965 pour la Johns Hopkins University (Bloomberg School of Public Health - américaine), et 1 220 580 selon l'*Opinion Research Business* (britannique) jusqu'au mois d'octobre 2007 ; voir également les témoignages « crus » dans l'article de Michael Massing (2007). Mais une étude menée par le gouvernement de Bagdad et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fait état de 151 000 décès par mort violente en Irak durant les trois premières années de la guerre, entre mars 2003 et juin 2006.

et au Moyen-Orient, surtout lorsqu'on rappelle les motifs mensongers initialement invoqués des « armes de destruction massive ». Durant la guerre en Corée, des linguistes et des ethnologues contribuèrent à l'implication des États-Unis sans éprouver un drame de conscience, y compris lorsqu'ils firent usage de la torture. Celle-ci fut massivement pratiquée en Afghanistan et en Irak, voire secrètement institutionnalisée²⁹. De son côté, le sociologue norvégien Johan Galtung avait révélé le projet Camelot en 1965, au sein duquel des anthropologues furent enrôlés au nom de la « contre-insurrection » en Amérique latine pour faire barrière aux « Rouges ». Lors de la guerre américaine en Asie du Sud-Est, l'anthropologue Michael Moerman dénonça le fait que plusieurs anthropologues avaient utilisé leur savoir ethnologique afin de contribuer audit « effort de guerre » (Wakin 1992).

L'embarras de l'AAA de se prononcer clairement à propos de cette question, sous prétexte qu'une intervention militaire conduite sur un mode (prétendument) pacifié au nom du Bien, du droit et de la démocratie, ne peut toutefois justifier l'emploi d'ingénieries sociales, dont l'expérience a montré qu'elles ont toutes été mortifères à terme. Dans le dessein de faire advenir le Bien pour faire obstacle au Mal, on provoque le pire. La supériorité (supposée) du savoir anthropologique, fût-il appuyé sur le complexe militaro-industriel et cognitif, ne peut revendiquer des pratiques mélioratives de guerre sur un quelconque « terrain », sauf à vouloir utiliser les méthodes qui ont échoué lors de la guerre au Vietnam ou qui ont conduit aux massacres de masse ; sans même évoquer ceux que subirent les Guatémaltèques (en 1954) et les « Peaux-Rouges » lors des dites « guerres indiennes ».

De là cette question : les États-Unis seraient-ils une nation « *“made” by unending war preparation* » (Ben-Ari 2004 : 343) ? Car tout se passe comme si un pan de l'anthropologie américaine revenait périodiquement sur ce passé violent qui ne passe pas et qui le hante. Pourquoi ? Sans doute parce que la collusion du savoir et du pouvoir, du scientifique et du guerrier, ne cesse de réinventer l'anthropologie sociale et culturelle en bégayant le passé plus qu'il ne s'en délivre – *manifest destiny* ?

*Centre national de la recherche scientifique
Laboratoire d'anthropologie des institutions et organisations sociales (LAIOS), Paris
assayag@ehess.fr*

MOTS CLÉS/KEYWORDS : guerre/ *war* – États-Unis/ *United States of America* – guerre d'Irak/ *Iraq War* – contre-insurrection/ *counter-insurgency* – ingénieries sociales/ *social engineerings* – épistémologie/ *epistemology*.

29. L'AAA a adopté des résolutions sur la torture en Irak, le 7 juin 2007 ; cf. <http://www.aaanet.org/press/PR20061211.htm>.

BIBLIOGRAPHIE

Arnove, Robert F., ed.

1980 *Philanthropy and Cultural Imperialism. The Foundations at Home and Abroad*. Boston, G. K. Hall.

Asad, Talal, ed.

1973 *Anthropology and the Colonial Encounter*. London, Ithaca Press.

Assayag, Jackie

2002a « De l'équilibre de la terreur à la planète des risques », *La Revue des deux mondes* 2 : 49-54.

2002b « Ethnie, nation, État, empire : à propos des *talebân* et de l'Afghanistan », *L'Homme* 162 : 291-308.

2003 « Visions fragmentées. Géopolitique des études régionales et mondialisation », *Critique* 59 (679) : 946-956.

2004a « Leçons de ténèbres. Violence, terreur, génocides », *Les Temps Modernes* 626 : 275-304.

2004b « La face obscure de la modernité : anthropologie et génocides », *L'Homme* 170 : 231-244.

2004c « South Asia, "Made in the USA" : Cultural Transfers, Universities and the Intellectual Diaspora », in Jackie Assayag & Véronique Bénéti, eds, *Remapping Knowledge. The Making of South Asian Studies in India, Europe, and America (19th-20th Centuries)*. Gurgaon, Three Essays Collective : 3-51.

2005 « Quand guerre et paix s'emmêlent. Géopolitique des espaces imaginaires contemporains », *Cité* 24 : 85-102.

Balandier, Georges

1951 « La Situation coloniale : approche théorique », *Cahier internationaux de sociologie* 11 : 44-79.

Ben-Ari, Eyal

2004 « The Military and Militarization in the United States », *American Anthropologist* 31 (3) : 340-348.

Berman, Edward H.

1983 *The Ideology of Philanthropy. The Influence of the Carnegie, Ford and Rockefeller Foundations on American Foreign Policy*. Albany, State University of New York Press.

Bonhomme, Julien

2007 « Anthropologues embarqués », *La Vie des Idées.fr*.

Borneman, John

1995 « American Anthropology as Foreign Policy », *American Anthropologist* 97 (4) : 663-672.

Brown, Wendy

2007 *Les Habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néoconservatisme*. Paris, Les Prairies ordinaires. [1^{re} éd. angl. : 2003.]

Churchill, Ward

1997 *A Little Matter of Genocide. Holocaust and Denial in the Americas, 1492 to the Present*. San Francisco, City Lights Books.

Clifford, James

2005 « Re-articulating Anthropology », in Daniel A. Segal & Sylvia J. Yanagisako, eds, *Unwrapping the Sacred Bundle. Reflections on the Disciplining of Anthropology*. Durham, Duke University Press : 24-48.

Coon, Carleton S.

1980 *A North Africa Story. The Anthropologist as OSS Agent, 1941-1943*. Ipswich, Gambit.

Copans, Jean

2003 « L'anthropologie politique en France après 1980 : une démission programmée ? », *Journal des anthropologues* 92-93 : 63-81.

Copans, Jean, ed.

1975 *Anthropologie et Impérialisme*. Paris, Maspéro (« Bibliothèque d'anthropologie »).

Dewerpe, Alain

1994 *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*. Paris, Gallimard.

Drinnon, Richard

1980 *Facing West. The Metaphysics of Indian-Hating and Empire-Building*. New York, New American Library.

Fassin, Didier

2008 « La politique des anthropologues : une histoire française », *L'Homme* 185-186 : 165-186.

Fisher, Donald

1993 *Fundamental Development of the Social Sciences. Rockefeller Philanthropy and the United States Social Science Research Council*. Ann Arbor, University of Michigan Press.

Gemelli, Giuliana

1992 « Colporteurs d'innovation. *Social Scientists* et organisateurs français d'un rivage à l'autre de l'Atlantique », communication au Colloque « The French in New York during the World War II », Columbia University.

Gough, Katleen

1993 « "Anthropology and Imperialism" Revisited », *Anthropologica* 35 (2) : 279-289.

Gonzales, Roberto J.

2007a « Patai and Abu Ghraib », *Anthropology Today* 23 (5) : 23.

2007b « Standing Up Against Torture and War », *Anthropology News* 48 (3) : 5.

2007c « Standing Up Against Torture and War : Why Anthropologists Should Vote on Resolutions », *Anthropology News* 48 (3) : 5.

Gonzales, Roberto J., ed.

2005 *Anthropologists in the Public Sphere. Speaking out on War, Peace, and American Power*. Austin, University of Texas Press.

Gonzales, Roberto J. & David H. Price

2007 « When Anthropologists Become Counter-Insurgents », *Counterpunch*, September 28th.

Guilhot, Nicolas

2005 *The Democracy Makers. Human Rights and International Order*. New York, Columbia University Press.

Gusterson, Hugh

2007 « Anthropology and Militarism », *Annual Review* 36 : 155-175.

Gusterson, Hugh & Price, David

2005 « Spies in Our Midst », *Anthropology News* 46 (6) : 39.

Hersh, Seymour M.

2004 « The Gray Zone. How a Secret Pentagon Program came to Abu Ghraib », *The New Yorker*, May 24th.

Hoffman, Bruce

2006 « From War on Terror to Global Counterinsurgency », *Current History* 695 : 423-429.

Hymes, Dell, ed.

1972 *Reinventing Anthropology*. New York, Pantheon Books.

Khalidi, Rashid

2004 *Resurrecting Empire. Western Footprints and America's Perilous Path in the Middle East*. Boston, Beacon Press.

Kilcullen, David

2004 « Countering Global Insurgency », *Journal of Strategic Studies* 28 (4) : 597-618.

2006 « Twenty-Eight Articles » *Military Review* 86 (3) : 103-108.

2007 « New Paradigms for 21st Century Conflict », *e-Journal USA*, State Department's in-House Electronic Journal. [<http://usinfo.state.gov/journals/itps/0507/ijpe/kilcullen.htm>].

Kuhn, Thomas S.

1977 *The Essential Tension. Selected Studies in Scientific Tradition and Change*. Chicago, University of Chicago Press.

Kuper, Adam

1973 « Anthropology and Colonialism », in *Anthropologists and Anthropology : The British School, 1922-1972*. London, Allan Lane.

Latour, Bruno

1989 *La Science en action*. Paris, La Découverte.

Leclerc, Gérard

1972 *Anthropologie et colonialisme. Essai sur l'histoire de l'africanisme*. Paris, Fayard.

Lindqvist, Sven

1998 *Exterminez toutes ces brutes : récit*. Paris, Le Serpent à plumes.

Losurdo, Domenico

2006 *Le Révisionnisme en histoire. Problèmes et mythes*. Paris, Albin Michel.

Loyer, Emmanuelle

2005 *Paris à New York. Intellectuels et artistes français en exil, 1940-1947*. Paris, B. Grasset.

McFate, Montgomery

2005 « The Military Utility of Understanding Adversary Culture », *Joint Force Quarterly* 38 : 42-48.

McCoy, Alfred

2006 *A Question of Torture. CIA Interrogation, from the Cold War to the War on Terror*. New York, Metropolitan Books-Henry Holt & Co.

Marienstras, Élise

2005 « Guerres, massacres ou génocides ? Réflexions historiographiques sur la question du génocide des Américains », in David El Kenz, ed., *Le Massacre, objet d'histoire*. Paris, Gallimard : 275-302 (« Folio histoire »).

Massing, Michael

2007 « Irak : The Hidden Human Costs », *New York Review of Books* 54 (20).

Mazon, Brigitte

1988 *Aux origines de l'École des hautes études en sciences sociales. Le rôle du mécénat américain, 1920-1960*. Paris, Le Cerf.

Mignolo, Walter D.

1998 « Globalization, Civilization Processes, and the Relocation of Languages and Cultures », in Frederic Jameson & Maso Miyoshi, eds, *The Cultures of Globalization*. Durham-London, Duke University Press : 32-53.

Miyoshi, Masao & Harry D. Harootunian, eds

2002 *Learning Places. The Afterlives of Area Studies*. Durham, Duke University Press.

Moos, Felix, Richard Fardon & Hugh Gusterson

2005 « Anthropologists as Spies », *Anthropology Today* 21 (3) : 25-27.

Nader, Laura

1997a « The Phantom Factor : Impact of the Cold War on Anthropology », in *The Cold War and the University. Toward an Intellectual History of the Postwar Years*. New York, New Press : 107-146.

1997b « Postscript on the Phantom Factor : More Ethnography of Anthropology », *General Anthropology* 4 (1) : 1-8.

Packer, George

2006 « Knowing the Enemy. Can Social Scientists Redefine the "War on Terror" », *The New Yorker*, December 18th.

Patai, Raphael

1973 *The Arab Mind*. New York, Scribner.

Pestre, Dominique

2006 *Introduction aux « science studies »*. Paris, La Découverte (« Repères » 449).

Price, David H.

1998 « Gregory Bateson and the OSS : World War II and Bateson's Assessment of Applied Anthropology », *Human Organization* 57 (4) : 379-384.

- 2002 « Lessons from Second World War Anthropology : Peripheral, Persuasive and Ignored Contributions », *Anthropology Today* 18 (3) : 14-20.
- 2004 *Threatening Anthropology. McCarthyism and the FBI's Surveillance of Activist Anthropologists*. Durham, Duke University Press.
- 2005 « The CIA's Campus Spies », *The Nation* 12 (1) : 1-6.
- 2007 « Pilfered Scholarship Devastates General Petraeus's Counterinsurgency Manual », *Counterpunch*.
[http://www.counterpunch.org/price10302007.html]
- 2008 *Anthropological Intelligence. The Deployment and Neglect of American Anthropology in the Second World War*. Durham, Duke University Press.
- Rohde, David**
- 2007 « Army enlists Anthropology in War Zone », *The New York Times*, October 5th.
- Rorty, Richard**
- 1991 *Objectivity, Relativism, and Truth*. Cambridge-New York, Cambridge University Press.
- Sageman, Marc**
- 2004 *Understanding Terror Networks*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- Sahlins, Marshall**
- 2000 *Culture in Practice. Selected Essays*. New York, Zone Books.
- Salomon, Jean-Jacques**
- 2003 « Figures de la science sur le champ de bataille : le scientifique et le guerrier », *Le Banquet* 18 (1) : 1-15.
- Stannard, David E.**
- 1992 *American Holocaust. The Conquest of the New World*. New York, Oxford University Press.

Stocking, George W.

- 1976 « Ideas and Institutions in American Anthropology : Toward an History of the interwar Period », in George W. Stocking, ed., *Selected Papers from the American Anthropologist*. Washington, American Anthropological Association : 1-54.
- 1983 « History of Anthropology », in George W. Stocking, ed., *Observers Observed. Essays on Ethnographic Fieldwork*. Madison, University of Wisconsin Press : 3-12.

Stocking, George W., ed.

- 1991 *Colonial Situations. Essays on the Contextualization of Ethnographic Knowledge*. Madison, University of Wisconsin Press.

Szanton, David L., ed.

- 2004 *The Politics of Knowledge. Area Studies and the Disciplines*. Berkeley, University of California Press.

Viswanathan, Gauri

- 1989 *Masks of Conquest. Literary Study and British Rule in India*. New York, Columbia University Press.

Wakin, Eric

- 1992 *Anthropology goes to War. Professional Ethics and Counterinsurgency in Thailand*. Madison, University of Wisconsin-Center for Southeast Asian Studies.

Wallerstein, Immanuel

- 1996 « Open the Social Sciences », *Items* 50 (1) : 1-7.

Waters, Neil, ed.

- 2000 *Beyond the Area Studies Wars. Toward a New International Studies*. Middlebury, Middlebury College Press / Hanover, University Press of New England.

Zunz, Olivier

- 2000 *Le Siècle américain. Essai sur l'essor d'une grande puissance*. Paris, Fayard. [1^{re} éd. angl. : 1998.]

Jackie Assayag, *L'anthropologie en guerre : les anthropologues sont-ils tous des espions ?* — La réception en France de l'anthropologie américaine a largement ignoré les conditions de production de cette discipline *in situ*. Cette observation recouvre aussi bien les conditions institutionnelles et intellectuelles que la fabrication des savoirs empiriques et interprétatifs propres à cette discipline. Or cet oubli des contextes et des situations confère un profil aux anthropologues et impose une configuration aux anthropologies nationales dont la prétention de chacune est de devenir idéalement internationale. Tout produit cognitif qui circule sur une grande distance se déleste de ses conditions de fabrication et acquiert à l'arrivée d'autres significations pour les divers récepteurs. Ce constat vaut évidemment pour l'anthropologie « made in the USA » dont le transport transatlantique invita aux réinterprétations et suscita des malentendus qui ne s'avèrent pas toujours féconds, loin s'en faut. Cette acclimatation française de l'anthropologie américaine a accru le malentendu par l'emploi d'une épistémologie « internaliste » et « pasteurisée ». Celle-ci a occulté les contextes, le politique et la situation récurrente de guerre qui sévit aux États-Unis depuis sa fondation : depuis le traitement de la « question indienne » aux deux conflits mondiaux, en passant par le maccarthysme et les multiples opérations de « contre-insurrection » dans diverses parties du monde jusqu'à l'« embarquement » récent des anthropologues en Afghanistan et en Irak pour y installer la démocratie libérale de marché.

Jackie Assayag, *Anthropology at War : Are Anthropologists Spies ?* — Studies of the reception given to American anthropology in France have paid very little attention to the conditions producing this discipline in the United States. This observation holds for this discipline, its institutional and intellectual conditions as well as for its production of empirical knowledge and interpretations. This lack of attention for contexts and situations produces to a profile for anthropologists and a « configuration » for national disciplines of anthropology, each pursuing the ideal of becoming international. When a cognitive product circulates over a large distance, it loses its context of production and acquires, upon reception, other meanings depending on the receivers. This obviously holds for an anthropology « made in the USA ». Its transportation across the Atlantic led to reinterpretations and misunderstandings that have not always been seminal, far from it! The French acclimation of American anthropology has worsened misunderstandings by using an « internalist », « pasteurized » epistemology, which has overlooked contexts, politics and the recurrent situation of war in the United States since its foundation : from the handling of the « Indian question » to the two World wars, not to forget mccarthyism and the numerous counterinsurgency operations undertaken in various parts of the world and the recent embarkation of anthropologists for Afghanistan and Iraq in the effort to set up a liberal democracy based on a market economy.